

Non à la «solution négociée» de Mitterrand!



Pour la victoire militaire des insurgés du Salvador!

24 mars — La guerre civile est à l'ordre du jour dans toute l'Amérique centrale. Le coup d'Etat de l'extrême droite au Guatemala et la proclamation de l'état d'urgence au Nicaragua sont les indices d'une conflagration imminente. Mais c'est au Salvador que la question "Quel est votre camp?" se pose dans le feu des combats. Les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont mené ces derniers mois des opérations spectaculaires comme les attaques contre l'aéroport militaire d'Ilopango ou contre les garnisons de plusieurs villes, occupant même temporairement les villes de Teconotepeque et Usulután. Le FMLN a pu contenir une offensive d'envergure lancée par les tueurs fous du bataillon d'élite de la junte de Duarte, qu'entraînent les Américains, à 30 kilomètres à peine de la capitale; et il a pu même effectuer des raids victorieux au cœur de la capitale, San Salvador. L'appel à la victoire militaire des forces de gauche se pose avec plus d'acuité que jamais. Et c'est la possibilité grandissante de sa réalisation que redoutent le plus les impérialistes, et qu'ils essayent désespérément d'éviter.

La victoire militaire impliquerait que soient balayées l'armée criminelle et la police, qui tiennent à bout de bras un régime féroce et oppressif de latifundiaires et de capitalistes. Elle éliminerait les tortionnaires et les assassins des "escadrons de la mort", troupes de choc de la guerre que mène la junte contre les ouvriers et paysans du Salvador. Ce serait la défaite des plans de Haig et Reagan qui projettent de porter des coups à Cuba et à l'URSS en traçant une ligne contre le "communisme" au Salvador.

Qui plus est, en mobilisant les masses et en brisant l'appareil d'Etat capitaliste en place, une victoire des forces rebelles dans la guerre civile ouvrirait la voie à la révolution socialiste en Amérique centrale.

C'est pour cela que la Ligue trotskyste appelle à la victoire militaire des insurgés de gauche au Salvador. Et c'est pour éviter cette victoire que les divers impérialistes ont intensifié leur campagne pour vaincre les insurgés. Alors que Reagan et Haig expédient des armes et des dollars pour renflouer la junte aux abois, Mitterrand, Schmidt et, à gauche, leurs bateleurs réformistes et centristes appellent à une "solution politique" — c'est-à-dire à un accord avec la junte sanguinaire. Les méthodes des "faucons" impérialistes et des "colombes" social-impérialistes diffèrent, mais ils sont tous deux déterminés à préserver la domination capitaliste. Des négociations ou un cessez-le-feu sont un aller simple pour la défaite. Il n'y a rien à négocier avec les bouchers qui empilent chaque jour des cadavres au bord des routes et sur les champs de lave. Le choix au Salvador est la révolution ou la mort! En avant vers la victoire! Prenez San Salvador! Notre "solution politique": la révolution prolétarienne!

Pas plus les impérialistes américains que leurs pantins de la junte, coupables du massacre de plus de 30.000 ouvriers et paysans salvadoriens (dans un pays de 4,5 millions d'habitants!) pendant les deux dernières années, ne sont disposés à négocier quoi que ce soit. Pour Reagan et Haig, le Salvador est leur objectif premier dans leur campagne pour réaffirmer

l'hégémonie de l'impérialisme américain après sa défaite au Vietnam. Après le Salvador, le Nicaragua, ce sera le tour de Cuba, et puis... droit sur Moscou! Ils s'obstinent, essayent encore de se convaincre qu'ils peuvent obtenir une victoire facile dans leur guerre globale contre le communisme. La défense de Cuba et de l'URSS commence au Salvador!

Au Salvador, ces dernières années de massacres ont produit une couche de fanatiques réactionnaires dont la seule activité est de kidnapper, torturer, violer et assassiner. Quiconque estime possible une "solution politique" avec ces chiens enragés n'a qu'à regarder ce qui s'est passé au Nicaragua. Les sandinistes, dès leur arrivée au pouvoir, y ont aussitôt relâché des centaines de tueurs de la Garde nationale du boucher Somoza afin d'impressionner l'impérialisme US par leur "générosité" et leur "pluralisme". Ce sont aujourd'hui ces anciens nervis somozistes qui, avec l'encouragement de Washington, effectuent de sanglants raids terroristes contre le Nicaragua à partir de leurs bases du Honduras voisin. Quand le FSLN sandiniste a renversé la dictature de Somoza en 1979, on pouvait envisager (de façon utopique) une voie intermédiaire. Mais au Salvador aujourd'hui il n'y a pas de milieu.

Le FDR/FMLN recherche une invitation à la table des négociations

Tous ceux qui croient aux racontars de Reagan sur les "terroristes armés par Cuba et qui mettent le Salvador à feu et à sang" seraient surpris de découvrir

que la coalition d'opposition au Salvador, le Front démocratique révolutionnaire (FDR), un front populaire qui rassemble les guérilleros de gauche et de petits partis libéraux-bourgeois, n'appelle pas à un gouvernement socialiste, mais au "pluralisme" et à une "économie mixte, c'est-à-dire à une réforme du capitalisme. Les dirigeants de la guérilla au Salvador mêlent leur voix à celle du FDR pour appeler à une "solution politique" qui laisserait intactes l'armée de la junte et la structure de la domination capitaliste. Comme le déclarait au *Monde* (11 mars) Fernan Cienfuegos, membre de l'état-major du FMLN :

"Que nous nous réclamions du marxisme-léninisme ne signifie pas que nous voulons construire une société socialiste. Ne rêvons pas. Pour le socialisme, il faudra sans doute attendre encore un siècle. Nous prétendons seulement obtenir un régime démocratique (...).

(...)

"Il y a toujours eu un secteur démocratique dans l'armée. Nous souhaitons sauver ce secteur, l'incorporer dans une nouvelle armée. De même que nous préconisons en cas de négociations positives, un gouvernement de coalition, un gouvernement pluraliste qui comprendrait les forces de gauche et du centre ainsi que la démocratie-chrétienne, y compris Duarte. Pourquoi pas !"

Les dirigeants du FDR/FMLN sont prêts à abandonner à la table des négociations ce qui a été gagné avec le sang des ouvriers et paysans salvadoriens. Comme le dit sans détours Cienfuegos :

"Nous avons acquis une certaine force militaire, et nous pouvons maintenant déclencher un processus insurrectionnel dans les villes, y compris à San Salvador, la capitale. Mais notre but, aujourd'hui, est d'utiliser cette capacité de pression militaire pour obtenir une négociation globale."

— *Le Monde*, 11 mars

Même si de telles déclarations ne sont destinées qu'à tromper l'ennemi, comme l'affirment avec insistance dans la gauche les supporters bêtards de la guérilla, au mieux, ce que les insurgés salvadoriens recherchent avec leur programme nationaliste, ce n'est qu'un nouveau Cuba, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Recréer une démocratie soviétique comme celle de Lénine et Trotsky est la dernière chose qu'ils aient en vue. Ce n'est pas seulement le reflet de l'idéologie stalinienne, c'est aussi celui de la réalité sociale de la guérilla populaire. Néanmoins, le renversement du capitalisme au Nicaragua ou au Salvador mettrait le feu aux poudres en Amérique centrale, menaçant surtout d'embraser le Mexique, avec sa base industrielle et son prolétariat importants.

Mais sont aussi des adversaires acharnés d'une victoire du FMLN sur le terrain les pays dans lesquels Reagan voit les forces qui vont faire tomber les "dominos" d'Amérique centrale : le Nicaragua et Cuba. Ainsi Castro, suivant en cela la même politique que Brejnev, n'a-t-il pas hésité à déclarer :

"Nous sommes pour une solution si possible négociée et pour un règlement démocratique des conflits en Amérique centrale."

— *Le Monde*, 21-22 mars

De plus Castro ainsi que les sandinistes nient farouchement contribuer à armer la gauche salvadorienne. Castro a répondu à l'offre de médiation mexicaine dans le conflit en s'engageant "à donner toutes les garanties" que les armes que reçoit Cuba n'iront pas à d'autres. Quant au dirigeant sandiniste Jaime Wheelock, il a fait le voyage de Washington pour déclarer : "Je veux qu'il soit clair que le Nicaragua n'est engagé dans aucun transfert d'armes au Salvador" (*New York Times*, 5 mars).

Il n'y a, et c'est honteux, aucune preuve que Castro et Wheelock apportent une aide significative aux rebelles salvadoriens. Les staliniens de La Havane et de Moscou recherchent avant tout des relations diplomatiques et commerciales stables avec les USA. Ils craignent que même les minces possibilités de "coexistence pacifique" avec Reagan s'évaporent si jamais les guérilleros prennent le pouvoir au Salvador. Quant aux nationalistes petits-bourgeois du FSLN, ils voudraient bien que le FMLN salvadorien fasse le sacrifice de sa victoire afin de

ne pas donner à Reagan un prétexte pour intervenir au Nicaragua. *Les insurgés salvadoriens ont besoin des armes russes !*

Mitterrand, bas les pattes devant la révolution en Amérique centrale !

Aujourd'hui le Salvador est au centre d'une fébrile activité diplomatique autour de plans en faveur d'une "solution négociée/politique", notamment l'initiative franco-mexicaine. Pour les "socialistes" de guerre froide à Paris, la politique brutalement agressive de Reagan pousse l'Amérique centrale dans les bras du Kremlin. Mitterrand ne diverge avec Reagan que sur le moyen le plus efficace de combattre le communisme en Amérique centrale. Comme il l'avait déclaré dès le début de son septennat, "l'Occident serait plus avisé d'aider ces peuples [d'Amérique centrale] que de les contraindre à demeurer sous la botte. Quand ils crient au secours, j'aimerais que Castro ne soit pas seul à les entendre" (*Le Monde*, 2 juillet 1981).

Le Monde du 13 mars a judicieusement rappelé le "cas Houphouët-Boigny". Au début des années 50, la droite reprocha à Mitterrand (alors président d'une formation bourgeoise) d'avoir intégré dans son mouvement le futur président ivoirien qui jusque là siégeait au parlement comme apparenté PCF.

"L'évolution de M. Houphouët-Boigny ayant donné raison à M. Mitterrand, celui-ci reste convaincu que les communistes, ou supposés tels, du tiers-monde sont en fait des nationalistes parfaitement assimilables pour peu qu'on leur manifeste un peu de compréhension. Il fait aujourd'hui la même observation à propos de M. Ungo, le président du Front démocratique révolutionnaire salvadorien."

En effet, en soutenant le FDR, il cherche simplement à sauvegarder l'exploitation capitaliste et la domination impérialiste en Amérique centrale. Et il a tenu à rappeler, lors de la conférence de presse concluant son voyage éclair du 12 mars à Washington, que, quelles que soient ses divergences avec Reagan, il restait en "solidarité" impérialiste avec les Etats-Unis face aux masses paysannes et ouvrières d'Amérique centrale. Ainsi, après avoir commencé par apporter son soutien au plan de Reagan pour les Caraïbes (que même le réactionnaire Brésil a qualifié d'"historiquement rétrograde" !), Mitterrand a fini en "compréhendant" les Etats-Unis puisque "après tout, ce sont eux qui sont en première ligne" (*Le Monde*, 14-15 mars) ! En échange, il a de nouveau demandé au chef de l'impérialisme US une alliance atlantique "plus cohérente", "vivante", avec des "négociations préparatoires". En bref, Mitterrand réclame pour l'impérialisme français une place reconnue dans une "Sainte-Alliance" plus efficacement antisoviétique.

Le Nicaragua sur la voie de Cuba ?

Mitterrand n'a au fond pas tort de s'inquiéter du fait que Reagan pousse les sandinistes nicaraguayens sur la voie de Castro. En effet, aussitôt arrivé au pouvoir, Ronald Reagan a cherché à se venger des sandinistes. Et il semble déterminé à forcer le Nicaragua à suivre la "voie cubaine" pour créer de force la preuve qu'ils sont bien des "communistes". Les commandants du FSLN sont des nationalistes petits-bourgeois et non des internationalistes communistes. Le FSLN a amplement fait la preuve de son désir de maintenir le capitalisme national ; mais quand c'est leur propre pouvoir d'Etat qui est menacé, les sandinistes se mettent à menacer de fournir des fusils à tous les militants d'Amérique centrale. Et aujourd'hui une menace existe.

Après que la CIA a admis dépenser de fortes sommes pour soutenir les ennemis des sandinistes à l'intérieur et pour mobiliser des forces militaires contre-révolutionnaires pour une campagne de terrorisme et de sabotage, les sandinistes vont devoir réagir. Ils ne peuvent tolérer en même temps un ennemi à l'intérieur et à l'étranger, et vu la politique actuelle de Washington, les sandinistes seront obligés de liquider leur propre bourgeoisie. S'ils en viennent là, un signe indicateur en sera une purge profonde de la junte sandiniste pour l'en débarrasser des pires "modérés" qui ont obstinément barré la voie à la révolution sociale. Nous aimerions voir Reagan expédier ses mercenaires gusanos au Nicaragua. Ils pourraient y entrer mais pas en ressortir. Qu'est-ce qui pousse Reagan et Haig à agir de la sorte ? Est-ce qu'ils ont décidé, après avoir tenté à plusieurs reprises et sans succès de fournir la preuve que le Nicaragua encourageait la subversion révolutionnaire, qu'il ne leur restait plus qu'à les rendre communistes ? Ces menteurs à la manque, à côté desquels Idi Amin et Goebbels ont l'air rationnels, paraissent décidés à transformer leurs mensonges en vérités. Et c'est bien parce qu'ils sentent se profiler un "nouveau Cuba" que s'agitent les partisans de la "solution négociée" globale pour toute l'Amérique centrale.

Que cherchent le Mexique et la France ?

Ce que cachent les divergences de Mitterrand et du président mexicain Lopez Portillo avec Reagan sur l'Amérique centrale, ce sont les rivalités de grandes et moyennes puissances dans le cadre de l'impéria-

lisme. Portillo propose de jouer les médiateurs entre les Etats-Unis, le Salvador, le Nicaragua et Cuba, pour éviter une intervention militaire US, par ce qu'elle "provoquerait une convulsion continentale et la résurgence d'un profond sentiment anti-nord-américain chez les meilleurs hommes de toute l'Amérique latine" (*Le Monde*, 23 février). Pour le Mexique, il s'agit clairement d'éviter que s'embrase l'Amérique centrale qu'il considère comme sa zone d'influence naturelle, ce qui représenterait de plus une menace directe à sa frontière sud.

Le patron de l'impérialisme français est sans conteste aussi violemment antisoviétique que les faucons américains. Mitterrand en fait la preuve avec la Pologne où il joue le fer de lance idéologique de la contre-révolution capitaliste sous le label "socialisme démocratique". Mais l'impérialisme français a sa propre conception de la "gloire nationale", remontant dans la région à la tentative — qui échoua lamentablement — de Napoléon III d'établir au Mexique un empire au profit de Maximilien d'Autriche ; en conséquence, il a une relation de semi-adversaire avec l'impérialisme US. Le PS reconnaît ouvertement avoir fait de l'Amérique latine sa "zone d'action privilégiée"... après l'Afrique (*Libération*, 5 février). Sous le baratin démagogique de "dialogue Nord-Sud" (emprunté directement à l'arsenal idéologique du giscardisme), Mitterrand cache la poursuite de la politique d'exploitation forcée de l'impérialisme français :

"M. Dreyfus, ministre de l'industrie, a déclaré à Mexico vouloir encourager l'expansion, hors du territoire national, des petites et moyennes entreprises. Du nucléaire à l'Airbus en passant par la petite machine agricole (pour citer ce que l'industrie française tente de vendre au Mexique), il existe toute une gamme de produits susceptibles d'intéresser les Latino-Américains soucieux de diversifier leurs sources d'approvisionnement.

(...)

"En Amérique latine, la France peut trouver de nouveaux marchés. Sans oublier le domaine des ventes d'armes, essentiel dans une région où les contradictions tendent à déboucher de plus en plus sur les situations de violence. Or ce sont les ventes d'armes qui souvent déterminent les orientations de certains gouvernements."

— *Le Monde*, 21 octobre 1981

C'est bien ce qu'espèrent Mitterrand et Cie avec les ventes d'armement au Nicaragua qui avaient soulevé un tollé de protestation à Washington. Pourtant, comme l'a fait remarquer Hernu, "les matériels vendus au Nicaragua ne sont absolument pas offensifs" (*Le Monde*, 30 janvier). Effectivement, qu'a donc à craindre le pays impérialiste le plus puissant au monde de la livraison d'un petit million de dollars de camions inoffensifs et de sparadraps au petit Nicaragua ? Par contre, la livraison par la France d'avions Mystère au Honduras voisin, homme de main des USA dans la région, représente un vrai danger... pour les insurgés salvadoriens et le Nicaragua sandiniste.

A propos de cette livraison d'armes au Nicaragua, *Libération* du 3 mars rend compte comme suit d'une interview donnée à l'hebdomadaire américain *Newsweek* par Cheysson :

"Le ministre français des relations extérieures y expliquait que la décision de Paris de vendre des armes au Nicaragua avait pour objectif d'éviter que ce pays tombe dans l'orbite de Cuba et de l'URSS. 'Les Etats-Unis devraient réfléchir sur ce qui s'est passé à Cuba', avait estimé M. Cheysson, qui avait ajouté que 'même les exports américains reconnaissent que Fidel Castro, en prenant le pouvoir, ne prétendait pas devenir un fidèle allié de Moscou'."

Les cautions de gauche de Mitterrand

Le PCF, la LCR et autres organisations d'"extrême gauche" annoncent d'importantes manifestations lors de la venue du président américain en France en juin. Pour eux, il s'agit de faire de ces mobilisations une couverture de gauche pour Mitterrand.

Les eurostaliniens du PCF, qui n'ont ni pu ni voulu contrer l'hystérie antisoviétique déchaînée par le gouvernement dont ils sont ministres, espèrent avoir trouvé avec le Salvador une occasion de faire preuve de "militantisme anti-impérialiste" sans avoir à s'opposer à leur propre impérialisme. Pour Lénine et les bolchéviks, l'ennemi principal est dans son propre pays. Pour les sociaux-chauvins, l'ennemi principal est toujours chez le voisin, de préférence américain ou allemand.

Que Mitterrand mène sa politique en Amérique centrale au nom de la lutte contre le communisme ne gêne pas outre mesure le "communiste" Marchais. Au contraire, il applaudit aux prestations de Mitterrand en Amérique centrale, cherchant à faire passer pour de l'"anti-impérialisme" ce qui n'est que de l'anti-communisme plus sophistiqué que celui de Reagan.

Les militants du PCF arborent pour l'occasion des badges "Venceremos" (Nous vaincrons). A moins de n'être qu'une manifestation d'exotisme latino-américain, cela a une seule signification : victoire militaire pour les insurgés de gauche. Mais c'est en totale contradiction avec la "solution politique / négociée" soutenue par la direction du PCF, et qui ne vise qu'à vendre les ouvriers et les paysans du Sal-

Suite page 9

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimbault (responsable de la rédaction), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.

REALISATION: Blandine Hauser

DIFFUSION: Muriel Mercier

DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Pour toute correspondance :

- Paris: Le Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10

(Téléphone: 208.01.49)

- Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267.

Les opinions exprimées dans des lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

23 mars — C'est sur une mer agitée que le front populaire de Mitterrand vogue vers son premier anniversaire. Une crise sociale majeure commence à se dessiner à grands traits: une classe ouvrière rendue de plus en plus hostile par les mesures d'austérité du régime et que seuls les sabotages organisés par la bureaucratie syndicale (et non les illusions social-démocrates) arrivent encore à faire tenir tranquille; une classe moyenne en colère dont la droite utilise le mécontentement pour son offensive antigouvernementale. Ainsi les cantonales ont-elles reflété; (avec les inévitables déformations du miroir parlementaire) la fragilité croissante du front populaire; mais le drame se jouera dans les rues — et dans les usines — et non dans l'isoloir.

Avec les grèves de février sur les 39 heures, la France connut une forte accélération de la tension sociale. Les occupations d'usine et les séquestrations de patrons se répandirent. Faisant une inquiétante démonstration de force, 200 nervis à la solde de la direction occupèrent la fromagerie Besnier-Claudiel d'Isigny. A Clichy, des jaunes prirent d'assaut et occupèrent une usine, tuant un gréviste. A Brioude, un groupe de paysans manipulés par les patrons brisèrent la grève d'une autre fromagerie.

Le gouvernement Mitterrand a réagi. Les patrons se remettant à utiliser leurs bandes armées privées de gangsters, les sociaux-démocrates troquèrent la carotte pour le bâton et envoyèrent contre les grévistes les bandes armées officielles de l'Etat bourgeois, les CRS. Lyon le 23 février. Chalette le 24. Montrouge le 26. Trois grèves brisées par les flics en une seule semaine. Ce ne seront pas les dernières: Mitterrand doit rassurer les patrons. Le gouvernement a donc régularisé le brisage de grève, en accord avec la vieille maxime social-démocrate comme quoi on ne peut éviter l'austérité de droite... qu'avec une bonne dose d'austérité de "gauche".

Quand le 9 mars les grévistes de Saint-Brieuc jetés hors de leur usine par les flics crièrent "Defferre, salaud!", ils exprimaient la colère et la frustration contenues de millions d'ouvriers, sentiments sur lesquels ne peuvent s'appuyer ni le PCF, qui réclame plus de ministères dans ce gouvernement de guerre froide et d'austérité, ni la soi-disant "extrême gauche" que son enthousiasme opportuniste pour "l'esprit du 10 mai" a fini de compromettre sans rémission.

A l'apogée du front populaire nous écrivions que "personne ne doit se faire d'illusion sur la vague d'euphorie social-démocrate qui accompagne l'élection de Mitterrand. La France n'est pas sur le point de devenir un modèle de modération social-démocrate! Tout sursaut de la lutte des classes remettra immédiatement en question l'équilibre instable du gouvernement Mitterrand. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une 'austérité de gauche' en serrant les dents, soumis au chantage de la perspective du retour de la droite au pouvoir. L'issue est dans la mobilisation des travailleurs indépendamment du front populaire, ou plus exactement *contre le front populaire*" (*Le Bolchévique* n° 26, juin 1981). Une telle mobilisation est plus que jamais d'une nécessité brûlante. Le développement récent de mobilisations petites-bourgeoises explicitement dirigées contre la classe ouvrière est un phénomène inquiétant. Le développement de ces mouvements a même amené *le Monde*, habituellement plutôt réservé, à se demander si l'on n'assistait pas à un renouveau du poujadisme (ce mouvement petit-bourgeois réactionnaire qui connut son heure de gloire en réaction contre la banqueroute de gouvernements de front populaire à dominante social-démocrate de la Quatrième République et dans lesquels Mitterrand fut ministre). Cela démolit l'alibi stalinien du front populaire: la subordination du prolétariat à la bourgeoisie au nom de la "neutralisation des classes moyennes". Ce dangereux processus est le résultat inévitable du front populaire. Comme nous l'avons écrit il y a près d'un an, "tous les fronts populaires, contraints par avance à des demi-mesures du fait de leurs liens avec la bourgeoisie, se sont révélés incapables de surmonter les crises économiques et sociales auxquelles ils ont été confrontés. L'impuissance du front populaire pousse les masses petites-bourgeoises désespérées dans les bras d'un Pétain, d'un de Gaulle ou pire. C'est seulement quand la classe ouvrière lutte pour le pouvoir en son propre nom, quand elle montre qu'elle est en mesure d'appropriation la bourgeoisie, qu'elle peut alors rallier à sa cause les masses petites-bourgeoises" (*Ibid.*)

«Trahissons français»

Dans cette situation, Mitterrand dispose d'un important rempart: les bureaucrates stalinien du PCF et de la CGT qui se proclament eux-mêmes sa "courroie de transmission" avec la classe ouvrière. Sous la bannière de "Produisons français", ces organisateurs des défaites ont fait de leur mieux pour mettre en application les plans de Mitterrand pour rationaliser le capitalisme français. En octobre ils ont saboté les grèves à Renault contre les licenciements et les cadences.

Mitterrand lâche ses CRS contre les ouvriers



Lyon, le 24 février — Manifestation contre l'évacuation de l'usine Leleu par la police. Les bureaucrates n'organisent pas la riposte nécessaire aux attaques des flics et des milices patronales

De plus, ils n'ont pas eu la moindre action — ni même le moindre témoignage — de solidarité avec nos frères de classe américains victimes d'un patron français. Et ce patron s'appelle Renault, l'entreprise nationalisée tant vantée par les eurostaliniens. Renault, qui vient de prendre le contrôle de American Motors Corp, défend les profits français en cherchant à se servir des concessions que les géants américains de l'automobile ont obtenues des bureaucrates trafres qui dirigent le syndicat américain de l'automobile (l'UAW): blocage des salaires, suppression d'une partie des congés payés (déjà bien limités) et de primes, soi-disant en échange d'une "garantie de l'emploi" qui se traduira dans les faits par davantage de licenciements! Ce n'est pas "seulement" une violente attaque contre les conditions de vie et de travail des ouvriers, c'est une remise en cause des acquis ouvriers arrachés par des dizaines d'années de lutte, c'est l'avenir du syndicat qui est en jeu. Un des "remèdes" classiques des chauvins du PCF à la crise économique, c'est "Investissons français", mais voilà une "multinationale" qu'ils soutiennent! Ni les bureaucrates de la CGT ni ceux de l'UAW ne sont capables ni de mener ni de coordonner des grèves et autres actions contre leur patron commun.

Ils se sont démenés pour faire en sorte que les grèves pour les 39 heures sans diminution de salaire restent limitées aux petites entreprises disséminées en province, où le prolétariat est moins puissant, gardant un oeil vigilant sur les grands centres industriels. La direction de la CGT s'est empressée de signer un accord pour une augmentation de salaire de 11% à Renault (alors que le taux d'inflation est de 14%). De même, tout en claironnant leur opposition à moins de 100% de compensation pour la 40e heure, les bureaucrates de la CGT ont quand même signé pour 70% à Renault et à la SNECMA. Ils n'ont rien à redire aux clauses de l'accord national pour les 39 heures qui permet un contrôle accru des employeurs sur les conditions de travail (y compris la fin de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes): Ils voulaient éviter à tout prix des grèves dans la métallurgie.

La campagne de guerre froide autour de la Pologne ayant agité le spectre de leur éviction du gouvernement (accompagné d'appels renouvelés en direction des gaullistes par plusieurs porte-parole du PS pour élargir la coalition gouvernementale), les eurostaliniens ont éprouvé le besoin de prouver qu'ils sont indispensables comme auxiliaires de Mitterrand dans la classe ouvrière. Et ils ont certainement de très solides arguments! La campagne de Maire en faveur des réductions de salaires "pour créer des emplois",

qui cherche ouvertement à dresser les travailleurs au chômage contre les autres, pourrait bien largement discréditer la CFDT dans un avenir proche. Quant à FO, avec ses éloges d'un "patron de choc" comme Lucet...

La direction de la CGT a donc conduit à l'échec les grèves dans des entreprises comme Besnier. Car une chose est claire: si les grands centres industriels avaient été en grève, les patrons d'Isigny et de Clichy y auraient regardé à deux fois avant d'oser user de leurs méthodes de gangster.

Les réformistes prêchent la confiance dans les flics

Le PCF et la CGT ont joué un rôle particulièrement traître en canalisant la colère des travailleurs après la provocation d'Isigny et le meurtre de Clichy dans une manifestation de confiance dans les flics de Mitterrand, ces mêmes flics qui devaient intervenir une semaine plus tard contre les grévistes. Dans un tract distribué à la manifestation de protestation du 18 février, après Clichy, la LTF lançait cet avertissement: "Les sociaux-démocrates, le PCF et la CGT (suivis par les pseudo-révolutionnaires de la LCR) nous disent de faire confiance à Mitterrand, à sa justice et à sa police pour mettre fin à ces agissements de gangster. Mais ils ne font que semer de graves illusions dans l'Etat bourgeois. A Clichy, ce sont les dirigeants de la CGT qui ont appelé les flics pour 'protéger les grévistes'. Et comme est obligé de le rapporter l'humanité, les flics, effectivement présents sur place, n'ont évidemment pas levé le petit doigt pour empêcher le commando d'opérer. De même à Isigny, où les gendarmes, qui étaient juste à côté, ne sont pas non plus intervenus. Rien d'étonnant: les forces de police sont la meilleure et la plus importante bande de briseurs de grève dont disposent les patrons!"

Les directions du PCF et de la CGT réclamaient de Mitterrand la "dissolution des milices patronales". Mais c'est justement l'hystérie antisoviétique de ce gouvernement "socialiste" de guerre froide qui encourage les fascistes à déclarer ouverte la chasse contre les communistes (au cours du dernier incident en date, le 19 mars, les nazis du PFN attaquèrent une réunion de commémoration de la fin de la guerre d'Algérie organisée par la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie). C'est Defferre, l'actuel flic en chef, qui dans les années 50 aidait les nervis de de Gaulle et de la CIA contre le PCF et la CGT sur les docks de Marseille!

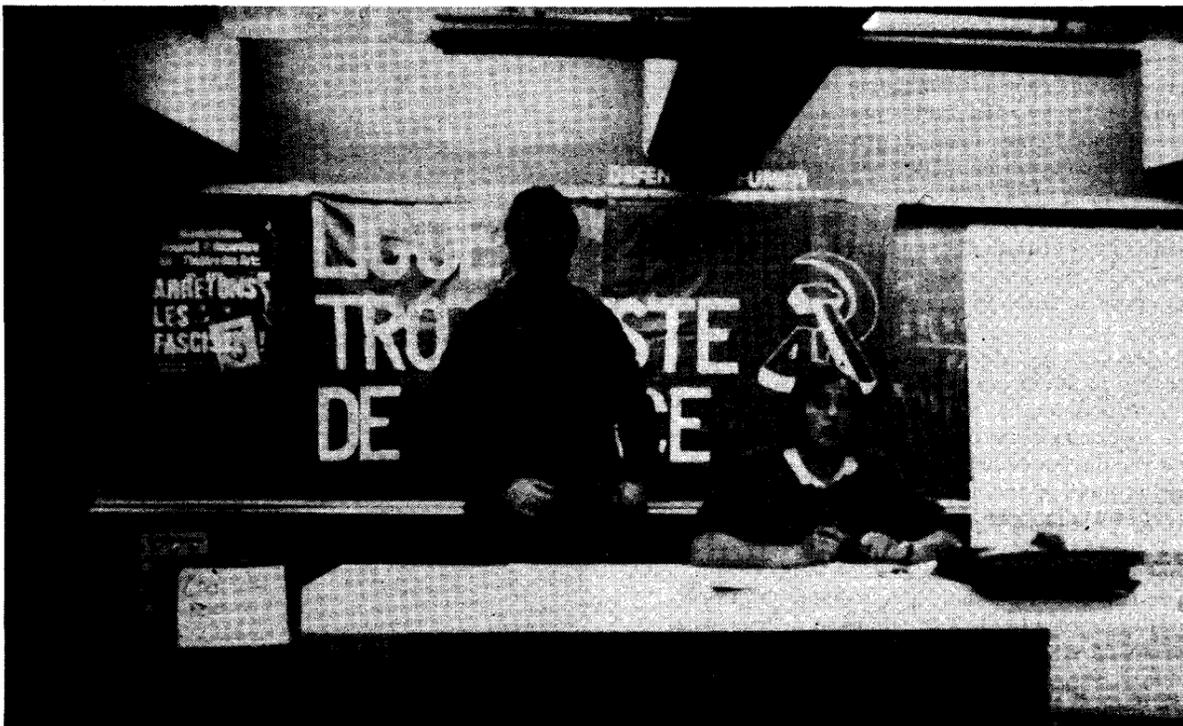
Bien sûr, les dirigeants du PCF ont une longue histoire de sabotage de toute riposte aux attaques des

La LTF met l'UEC au défi de débattre sur la Pologne

Tolbiac, 24 mars — La vague d'hystérie anticommuniste provoquée par le contre-coup d'Etat de décembre en Pologne a placé les militants de l'UEC dans une position inconfortable vis-à-vis de leurs alliés "de la majorité", le MJS, la LCR et le PCI (ex-OCI). A l'occasion de nombreuses discussions avec des militants de l'UEC il devint clair que beaucoup d'entre eux cherchaient à comprendre ce qui s'était passé en Pologne et qu'ils n'y étaient pas beaucoup aidés par les panégyriques de Jaruzelski qu'ils trouvaient dans *L'Humanité*. En janvier la LTF proposa à l'UEC de la Faculté de Tolbiac un débat sur la Pologne militairement défendu par les deux organisations (voir la lettre reproduite ci-dessous), dont le but était la clarification politique et une riposte efficace à l'anticommunisme sur la fac. Bien que certains militants de l'UEC, en compagnie de plusieurs dizaines d'étudiants, aient assisté au meeting de la LTF sur la Pologne, la chaise réservée à l'UEC demeura vide parce que la direction de l'UEC avait peur de débattre avec les trotskystes. L'intérêt pour ce débat était suffisamment fort dans les rangs de l'UEC pour que la direction ne puisse pas ignorer la proposition de débat; l'UEC dut rejeter formellement notre proposition, soi-disant après une "discussion" interne, et expliquer pourquoi à une délégation de la LTF qui se rendit au bureau de l'UEC à Tolbiac début février.

Les "explications" de la direction de l'UEC comme quoi la LTF "ne représente rien" sonnent un tantinet creux maintenant que la LTF a polarisé la fac autour de la question russe (voir l'article ci-contre). Mais le point que souligne la première proposition de débat, c'est que la LTF "représente" quelque chose que ne peut pas présenter l'UEC : une explication marxiste de l'impasse du stalinisme polonais et un programme internationaliste pour défendre les Etats ouvriers dégénéré et déformés contre l'impérialisme et contre la bureaucratie stalinienne parasitaire.

Le numéro du 22 janvier 1982 d'*Avant-garde* reproduit une interview avec "un de nos lecteurs [qui] se trouvait en Pologne dans les premiers jours de l'état de siège". Sans doute, comme beaucoup d'autres militants de l'UEC, ce "Bernard" "a été écoeuré par la campagne déclenchée dans notre pays autour de la Pologne". Quand Henri Malberg, secrétaire de la fédération de Paris du PCF, prit la parole à Tolbiac en mars, il essaya de jouer sur ce dégoût plutôt sain pour l'antisoviétisme des sociaux-démocrates en polémiquant assez efficacement contre la LCR au sujet du "Radomgate" de Solidarnosc, soulignant que Waleśa et Cie se préparaient à prendre le pouvoir pour renverser les formes de propriété existantes en Pologne et y rétablir le capitalisme. Néanmoins, reconnaît-il qu'il y avait une tentative contre-révolutionnaire de prise du pouvoir qui devait être



Meeting Pologne. Par peur de débattre avec les trotskystes, l'UEC laissera vide la chaise que lui offrait la LTF

stoppée n'est que le début de la sagesse, et l'"écoeurément" ne suffit pas pour comprendre comment une crise contre-révolutionnaire peut se développer après 35 ans de "socialisme" en Pologne. Quand un étudiant de la LTF intervint au cours du meeting de Malberg, disant qu'il fallait chercher les racines de la crise polonaise dans les crimes de la bureaucratie stalinienne, il n'était pas possible de faire un amalgame entre notre programme trotskyste et les buts contre-révolutionnaires de Solidarnosc et notre camarade ne reçut aucune réponse. Même dans leur propre meeting les stalinien ont une telle aversion pour la clarification du débat politique que notre intervention fut la seule à laquelle Malberg ne répondit pas !

Si on veut supprimer le danger d'une contre-révolution pro-OTAN en Pologne, il faut un programme audacieux et révolutionnaire comme celui que nous avançons dans ce numéro du *Bolchévik* (Cf: "Pologne : et maintenant?"). La "solution" que propose *Avant-garde*, c'est faire confiance à ces mêmes bureaucrates stalinien qui ont plongé la Pologne dans le bourbier actuel : "Peu à peu, les autorités tentent de reconquérir la confiance des travailleurs, en essayant de sortir le pays de la crise." Mais c'est

grotesque. Regardez ce que ce régime fait déjà maintenant.

Le régime répond à l'influence puissante qu'exerce le clérical-nationalisme dans la classe ouvrière en se drapant lui-même dans les plis du "salut national" et en insistant sur la nécessité de bonnes relations avec l'Eglise catholique. Dans ce même article d'*Avant-garde*, on peut voir une photo du primat de Pologne, presque caricatural dans l'image qu'il donne de la nature superstitieuse et réactionnaire de l'Eglise. Commentaire d'*Avant-garde*? "Une des composantes de la nécessaire entente nationale" ! Le POUP encourage le chauvinisme antirusse en agitant la menace soviétique pour faire rentrer le peuple polonais dans le rang. Il reprend à son compte l'antisémitisme pilsudskiste des extrémistes de Solidarnosc en s'engageant dans une méprisable campagne antisémite sous prétexte de lutter contre "les comploteurs sionistes" (comme l'a fait le régime Gomułka en 1968) et en tolérant officiellement des officines réactionnaires antisémites comme la sinistre "Union patriotique Grunwald". Il a annoncé que les paysans privés seront autorisés à multiplier par cinq la taille de leurs possessions. Et il continue

La lettre ouverte à l'UEC

Au bureau de section de l'U.E.C. - Tolbiac/Jussieu
Paris, le 15 janvier 1982

Camarades,

Comme vous le savez, après le contre-coup qui a court-circuité la tentative contre-révolutionnaire de prise du pouvoir par Solidarnosc en Pologne, la droite et les sociaux-démocrates ont lancé une campagne hystériquement antisoviétique et anticommuniste, qui a eu des effets particulièrement sérieux sur les facs. Certains, comme l'OCI (notoire pour son anticommunisme), ont été jusqu'au gangstérisme. Malheureusement, cette campagne n'a pas rencontré de réaction unitaire de défense de la part de ceux qui se sont prononcés contre la contre-révolution de Solidarnosc et pour la défense de l'URSS contre la campagne de guerre froide de l'impérialisme, comme nous l'avons déjà fait remarquer à plusieurs militants de l'UEC auxquels nous avons proposé une alliance de type militaire pour défendre la vente de nos presses respectives.

Pire encore, nous constatons qu'au moins une partie de l'UNEF de Tolbiac s'est laissé emporter par le courant anticommuniste et a participé à la manifestation en faveur de Solidarnosc le 14 décembre. Pourtant, nous savons, d'après les discussions que nous avons eues, qu'il y a des militants dans l'UEC qui déclarent leur intention "de recruter sur la base de la défense du socialisme en Pologne". Ces militants se posent probablement un certain nombre de questions qui à notre avis sont des questions cruciales pour qui se veut communiste : pourquoi des millions d'ouvriers polonais, exaspérés par l'incompétence et le parasitisme de la bureaucratie, ont-ils été poussés dans le camp de la contre-révolution? Pourquoi le développement d'éléments capitalistes dans les campagnes et l'extension de l'influence de l'Eglise catholique ont-ils été tolérés et même encouragés? Comment se fait-il que l'économie polonaise soit l'otage des banques impérialistes? Comment se fait-il que les nobles traditions du communisme polonais de Rosa Luxemburg et Felix Dzerjinski aient été détruites, laissant à la place la coquille vide du POUP?

Nous avons des réponses à ces questions. Certes, vous avez d'autres positions. Comme certains d'entre vous doivent le savoir, la Ligue trotskyste est l'organisation qui a envisagé de donner un soutien critique à Marchais jusqu'à l'incident raciste de Vitry qui l'a empêché; qui avait le mot d'ordre "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!" il y a deux ans; qui a proposé un front unique pour défendre un meeting de l'UEC sur l'Afghanistan à Tolbiac l'an dernier, après une attaque fasciste; et qui a dénoncé le programme de restauration capitaliste en Pologne de Waleśa lors de sa visite à Paris en octobre dernier.

Nous sommes persuadés que la confrontation de nos programmes politiques respectifs sur la question "Comment défendre les acquis sociaux en Pologne?" serait d'une grande utilité pour clarifier la question. De plus, un tel débat, défendu conjointement par un service d'ordre de nos deux organisations s'il le fallait, serait une façon concrète de riposter à la campagne antisoviétique actuellement organisée sur les facs. Nous sommes bien sûr prêts à prendre en considération les propositions que vous feriez sur comment un tel débat peut être organisé au mieux, et dans ce but nous vous proposons une rencontre des représentants de nos deux organisations pour discuter des modalités du débat.

Salutations communistes
Ligue trotskyste de France

à négocier et à rembourser la dette impérialiste et, il demande son adhésion au FMI, le cartel des banquiers impérialistes.

Beaucoup de militants de l'UEC ont admis que les bureaucrates polonais ont commis des "erreurs". Mais si ce ne sont que des erreurs, elles ont d'ahurissantes proportions historiques. Et quand cesseront-elles ? Après 1956 aussi, on s'aperçut qu'il y avait eu des "erreurs", comme après 1970 et après 1976. Kania a fait des erreurs; Gierek a fait des erreurs; Gomulka a fait des erreurs. Après tout, après qu'il eut rendu l'âme, on découvrit que même le "camarade Staline" avait fait... des erreurs.

Ce ne sont pas des erreurs. Et elles ne sont pas limitées à la Pologne. Par exemple, beaucoup de militants du PCF et de l'UEC vont prétendre que pendant la grève générale de 1968 en France "le parti a fait des erreurs". Mai 68 était une situation prérévolutionnaire où le PCF a joué consciemment un rôle contre-révolutionnaire, en faisant retourner au travail 10 millions d'ouvriers et en sabotant une réelle possibilité de renverser le capitalisme. En 68 le programme révolutionnaire c'était aller jusqu'au bout.

Pour ce qui est du bloc soviétique, l'instabilité et les crises y sont inévitables parce que ce sont des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénéré/déformés. Et les trois soulèvements polonais précédents ? Et l'Allemagne en 1953, la Hongrie en 1956, la Tchécoslovaquie en 1968 ? Solidarnosc était une exception —

parce que les autres étaient de véritables soulèvements prolétariens contre les régimes staliniens (ou dans le cas du Printemps de Prague, une expérience de stalinisme libéral et réformé), et non pas contre les bases socialistes.

Ni le «pluralisme» ni le stalinisme mais la démocratie soviétique

Il ne faut pas s'étonner si les eurocommunistes, avec tout leur baratin sur la "démocratie socialiste" et tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du PCF, ne se risquent pas plus que les staliniens à considérer honnêtement la révolution hongroise de 1956, parce que

dans ce débat les deux côtés rejettent la démocratie soviétique léniniste. Les eurocommunistes insistent sur la banqueroute du pouvoir stalinien en Pologne afin de réclamer le "pluralisme" démocratique-bourgeois. Ce genre de "pluralisme" a été complètement démasqué par Lénine en 1918 dans *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*. Mais les prétendus prosoviétiques du PCF répondent à ces attaques contre la dictature du prolétariat en défendant la dictature bureaucratique du régime stalinien.

Afin de cacher son caractère bureaucratique et anti-ouvrier le stalinisme doit mentir et calomnier la révolution hongroise et les autres menaces prolétariennes et socialistes contre son pouvoir en les traitant de rébellions financées par la CIA et dirigées par des fascistes contre le socialisme. La CIA et les contre-révolutionnaires vont évidemment chercher à exploiter les troubles dans le bloc soviétique. Mais les ouvriers hongrois mirent eux-mêmes hors d'état de nuire les provocateurs contre-révolutionnaires. Et l'"antisocialisme" ? Et la proclamation d'un des conseils ouvriers de Budapest qui réclamait "des élections libres où seuls les partis qui reconnaissent et ont toujours reconnu l'ordre socialiste, basé sur le principe que les moyens de production appartiennent à la société, pourront participer" ! La révolution hongroise, bien que confuse, étant donnée l'absence d'un parti léniniste-trotskyiste d'avant-garde, était une éclatante confirmation de l'analyse trotskyste de la bureaucratie comme une caste fragile et contradictoire (en Hongrie 80% des membres du parti se rangèrent du côté des ouvriers insurgés) et du programme trotskyste de révolution politique prolétarienne pour instaurer un régime de démocratie ouvrière (soviétique).

Et c'est ce qu'il faut aujourd'hui à la Pologne : la révolution politique prolétarienne. La politique du POUP ne changera pas fondamentalement après une redistribution des cartes au sommet ou avec l'arrestation d'une poignée d'anciens dirigeants pour expier les crimes et la corruption dont est coupable toute la clique dirigeante. Parce qu'au fond c'est la politique d'une caste bureaucratique — qualitativement similaire à la bureaucratie soviétique qui en 1924 s'arracha au contrôle du prolétariat à travers une contre-révolution politique — d'un nationalisme étroit, avec une perspective conservatrice de recherche du compromis avec l'impérialisme et les autres forces

réactionnaires et qui est hostile à l'activité indépendante du prolétariat.

Pas de coexistence pacifique mais le communisme international

La coexistence pacifique n'a rien à voir avec l'internationalisme léniniste. Et c'est là la divergence-clé entre léninisme et stalinisme. Si l'on pouvait construire le socialisme dans un seul pays, alors la "vic-toire" du socialisme pourrait être assurée simplement en se protégeant des attaques impérialistes. Les partis précédemment révolutionnaires du Komintern furent transformés en instruments passifs de la bureaucratie du Kremlin (jusqu'à ce que finalement le nom même de Komintern soit aboli). Les appels à la révolution prolétarienne furent remplacés par la recherche du compromis avec des secteurs de la bourgeoisie impérialiste pour qu'ils acceptent la "coexistence pacifique". La méthode de la lutte des classes fut remplacée par celle de la collaboration de classes; la révolution internationale par le réformisme national — du front populaire de 1935 jusqu'au "socialisme aux couleurs de la France" d'aujourd'hui. Qu'on ait pu perpétrer ces trahisons au nom de la "défense" de l'Union soviétique est une sinistre parodie.

Dans *La Révolution trahie*, son analyse définitive jamais surpassée de la dégénérescence de la Révolution russe sous la clique de Staline, Léon Trotsky lançait cet avertissement:

"Le fonctionnaire finira-t-il par dévorer l'Etat ouvrier ou la classe ouvrière réduira-t-elle le fonctionnaire à l'incapacité de nuire? Telle est la question dont dépend le sort de l'URSS."

Et cette question ne pourrait pas être posée plus clairement qu'elle ne l'a été en Pologne. Trotsky appelait Staline le "fossoyeur des révolutions". En Pologne le stalinisme a servi de sage-femme à la contre-révolution, en poussant les masses ouvrières qui ont pris part au soulèvement chaotique de Gdansk dans le camp des restauracionnistes en l'espace d'un an. Pour les membres de l'UEC (comme pour ceux du PCF), l'enjeu est de rompre avec le stalinisme dans l'intérêt de la défense de l'Union soviétique, de la révolution en France et de la révolution mondiale. Lisez *La Révolution trahie* de Trotsky, étudiez les documents de la tendance spartaciste internationale sur la Pologne. Considérez ouvertement et honnêtement le passé du stalinisme. Rejoignez-nous dans notre combat pour construire un parti léniniste-trotskyiste de la révolution socialiste mondiale, pour la renaissance de la Quatrième Internationale■

Faculté de Tolbiac

Les gangsters anticommunistes ne feront pas la loi!

Depuis le contre-coup d'Etat du 13 décembre pour écraser la tentative contre-révolutionnaire de Solidarnosc, plusieurs agressions anticommunistes ont eu lieu sur les facultés, reflétant l'hystérie de guerre froide déchaînée par le gouvernement Mitterrand sur la Pologne. A la faculté parisienne de Tolbiac, 10 militants de l'UNEF-Renouveau furent séquestrés dans un bureau par des nervis du PCI (ex-OCI) lors des dernières élections universitaires; l'UEC d'Aix-en-Provence signala un incident semblable.

La LTF a été la cible des sociaux-démocrates et de leurs valets d'"extrême gauche" qui étaient furieux parce que nous osions dénoncer les liens de leur idole Walesa avec l'impérialisme et le programme clérical et nationaliste qui dominait Solidarnosc. Nous avons reçu plusieurs coups de téléphone anonymes qui nous "conseillaient" de ne pas essayer de tenir notre meeting du 2 mars sur la Pologne, meeting que nous avons publiquement présenté comme un défi à venir débattre, lancé à l'UEC (voir l'article ci-contre). Nous avons cependant réussi à tenir ce meeting, malgré une bande de 30 à 40 personnes menées par des membres du PS, du PCI et de la LCR qui tentèrent de pénétrer de force dans l'amphithéâtre pour casser le meeting (voir photo). Nous avons pu assurer nous-mêmes la protection du meeting et sur la quarantaine d'étudiants présents à un moment ou à un autre, ceux qui voulaient intervenir dans le débat, une dizaine en tout, purent le faire.

Ce fut après le meeting que les vigiles se joignirent aux "autonomes" pour agresser sauvagement nos vingt camarades qui sortaient de la fac. Les vigiles furent vus frappant des sympathisants de la LTF à la tête et deux de nos camarades durent être hos-

pitalisés après avoir reçu du gaz lacrymogène des très douteux "autonomes".

La LTF mène avec succès une campagne pour les droits démocratiques

Nous répondîmes par une campagne agressive pour nos droits démocratiques, dénonçant ce gangstérisme et lançant cet avertissement: "Quand les vigiles imposent la censure politique sur les facs, prenez garde!" Pendant notre campagne, la preuve fut faite de l'isolement du petit noyau des gangsters anticommunistes enragés.

Personne n'a contesté notre version des faits, publiée dans notre tract "Halte à la violence anticom-

muniste!", le 5mars. La campagne de protestation contre l'agression reçut le soutien d'étudiants et de professeurs qui se prononcèrent contre ce gangstérisme, même s'ils étaient loin d'être d'accord avec nos positions. La pétition protestant contre l'agression reçut quelque 150 signatures, dont celles de plusieurs professeurs et plusieurs enseignants responsables des syndicats de la faculté demandèrent des explications à l'UNEF-ID. En tout, les membres de la LTF prirent la parole dans huit cours, récoltant des douzaines de signatures (dont celles de membres du PS et de l'UNEF-ID).

Le responsable du MJS de Tolbiac auquel la LTF a

Suite page 9

La LTF repousse la tentative des perturbateurs anticommunistes de casser le meeting Pologne du 2 mars



Le Bolchévik



Der Spiegel

Europacifisme et nationalisme allemand

"Nous vivons aujourd'hui dans un monde d'avant-guerre et non d'après-guerre", déclarait Eugene V. Rostow. En tant que responsable de la "limitation des armements" nommé par Reagan, il doit savoir de quoi il retourne, puisqu'il participe à la préparation de la prochaine guerre. Son patron parle ouvertement d'un "échange limité d'armes nucléaires" sur le "théâtre" d'Europe centrale, et le général Haig envisage de faire exploser une bombe H de "démonstration" au-dessus de la Baltique pour intimider les Soviétiques. Mais ce sont les alliés des Etats-Unis dans l'OTAN, et pas Brejnev, qui tremblent dans leurs frocs. Ils ont de bonnes raisons d'être inquiets. Au train où vont les champions de la guerre froide à Washington, ils pourraient bien déclencher la troisième guerre mondiale à la première occasion, en décrétant le blocus de Cuba, en soutenant une attaque israélienne contre la Syrie, en encourageant l'Afrique du Sud à envahir l'Angola ou en incitant la Chine à essayer une nouvelle fois de donner une "leçon sanglante" au Vietnam.

Avec l'impérialisme américain qui provoque l'Union soviétique aux quatre coins du monde, les Européens sentent planer l'ombre de la guerre et craignent qu'elle ne se déroule principalement, sinon exclusivement, dans leurs patries. "Euroshima" et *Schlachtfeld Deutschland* (l'Allemagne champ de bataille) sont les spectres qui hantent maintenant l'Europe de l'Ouest. Dans les derniers mois, plus d'un million de manifestants sont descendus dans les rues, de Londres à Rome, pour protester contre le déploiement des nouvelles armes dites de théâtre que prévoit l'OTAN. Mais ces manifestations n'étaient pas dirigées contre la course à la guerre antisoviétique en tant que telle. Et elles ne visaient pas seulement le Pentagone. E.P. Thompson, un des chefs de file de la Campagne pour le désarmement nucléaire en Europe, a cherché à populariser le mot d'ordre: pour une Europe "denucléarisée" "du Portugal à la Pologne". Plus que le pacifisme antinucléaire, le thème dominant de ces mouvements a été le nationalisme centré sur l'Europe.

Les manifestants anti-Euroshima ne sont pas du tout une petite frange de gauchistes désavoués par la majorité silencieuse. Des sondages ont montré que plus de la moitié des Britanniques, des Néerlandais et des Belges sont contre l'installation en Europe de l'Ouest des missiles de croisière et des Pershing. En Allemagne de l'Ouest, l'opposition aux nouveaux euromissiles de l'OTAN est si forte dans le parti social-démocrate (SPD) au pouvoir que le chancelier Schmidt a menacé de démissionner si son parti revenait sur son engagement en faveur de l'installation des missiles. Malgré cette menace, plusieurs assemblées régionales du SPD ont voté contre leur déploiement. S'il s'entête à rester l'allié loyal de Reagan, Schmidt aura peut-être bientôt tout son temps pour écrire ses mémoires.

Prise par l'OTAN en 1979, la décision tant controversée de suivre "deux voies" (le réarmement plus les négociations sur la limitation des armements) avait deux objectifs. D'abord, la nouvelle génération d'armes nucléaires est destinée à renforcer la capacité de première frappe des impérialistes, étant donné qu'elles peuvent atteindre la Russie plus vite que les ICBM [missiles balistiques intercontinentaux] basés aux Etats-Unis et avec une précision supérieure à celle des missiles lancés de sous-marins depuis les eaux européennes. Ensuite, ces armes font partie intégrante de la stratégie du Pentagone pour mener en Europe toute la guerre contre l'Union soviétique.

C'est ce deuxième facteur, et pas le premier, qui a provoqué une large opposition aux Pershing et aux missiles de croisière. Comme l'explique le social-démocrate ouest-allemand Günter Gaus, confident du secrétaire du SPD Willy Brandt, "l'Allemagne de l'Ouest deviendrait une province américaine, dans le sens que 'province' avait dans l'empire romain".

Ce "nationalisme de gauche" a donné le ton de la manifestation qui a rassemblé 300.000 personnes contre les missiles le 10 octobre dernier à Bonn. Erhart Eppler, membre de la direction du SPD, vitupéra contre les "grandes puissances" (comme si l'Allemagne de l'Ouest n'en était pas une) et remarqua: "C'est naturellement dans l'intérêt des Américains de menacer les centres urbains de la Russie d'Europe depuis le sol européen (...)" L'ancien maire de Berlin devenu pasteur luthérien, Heinrich Albertz, également membre de la "gauche" du SPD, se présenta comme un "patriote allemand".

L'europacifisme et l'impérialisme européen

Il est significatif que le premier à se récrier contre l'éventualité d'une guerre menée par les Etats-Unis contre la Russie et limitée au continent européen n'ait pas été quelque pacifiste de gauche comme E.P. Thompson ou un révérend social-démocrate comme Albertz, mais Charles de Gaulle. Déjà il y a quinze ans il posait la question: "Les Etats-Unis vont-ils risquer Chicago pour sauver Bonn?" Il pensait que non. Aujourd'hui des millions d'Européens posent la question de de Gaulle à l'envers: les Etats-Unis vont-ils sacrifier Bonn afin de sauver Chicago? Ils ont bien peur que la réponse soit oui. Les provocations démentées de Reagan ajoutées aux nouvelles armes nucléaires de théâtre ont provoqué un mouvement anti-guerre de masse formé de jeunes qui croient sans doute que, si seulement ils pouvaient débarrasser leur sol des armes nucléaires, ils échapperaient au destin d'Euroshima.

La direction à dominante social-démocrate du mouvement "de la paix" européen n'est cependant pas composée de pacifistes naïfs. Ces gens sont des politiciens réformistes expérimentés et ambitieux qui croient que l'avenir de leurs propres Etats impérialistes est du côté d'une plus grande indépendance vis-à-vis des USA. Mais ils ont tout autant l'intention de reconquérir l'Europe de l'Est au nom du "neutralisme" et de la "démocratie" antisoviétiques. C'est particulièrement vrai en Allemagne de l'Ouest où ils ont remis au goût du jour le vieux programme social-démocrate d'une "Allemagne neutre et réunifiée", un appel à peine voilé à la contre-révolution capitaliste dans le bloc soviétique.

Etant donné l'équilibre actuel des forces militaires, des politiciens sociaux-démocrates comme Willy Brandt et Tony Benn cherchent à éviter une confrontation nucléaire et cherchent à la place à miner les Etats ouvriers déformés d'Europe centrale et orientale en encourageant les forces de la contre-révolution à l'intérieur, comme celles qui ont surgi en Pologne dans et autour de Solidarnosc. De fait, le soutien à la contre-révolution démocratique-bourgeoise en Pologne a été un aspect important du mouvement europacifiste. Eppler proclamait le 10 octobre à Bonn que "l'europacifisme de l'Europe" a lieu à la fois sur le Rhin et sur la Vistule. Malgré ses accents "gauche", le mouvement "de la paix", dirigé par les sociaux-démocrates reflète des conflits d'intérêts interimpé-

rialistes. Ceci explique son caractère nationaliste — anti-américain et antisoviétique.

Le nouveau visage du nationalisme allemand

Le contre-coup d'Etat de Jaruzelski, qui a stoppé la tentative contre-révol. tonnaire de prise du pouvoir par Solidarnosc, a élargi et fait apparaître au grand jour le fossé existant entre les impérialismes allemand et américain. Alors que Reagan cherchait à faire de la Pologne la cause sacrée de la nouvelle croisade antisoviétique, Bonn s'en tint à une "modération" obstinée sur les événements de Varsovie. La première réaction de Schmidt, qui refusa d'écourter sa visite au chancelier est-allemand Honecker, fut de regretter que le coup de force soit devenu "nécessaire" en Pologne. Et cette fois le chancelier n'était pas à contre-courant des masses ouest-allemandes. Les media bourgeois, en particulier hors de la République fédérale, s'interrogeaient: pourquoi des centaines de milliers de manifestants se sont-ils mobilisés contre les missiles américains alors qu'ils ont été si peu à descendre dans la rue pour une "Pologne libre"? Ce n'est pas difficile à comprendre. Des millions d'Allemands comprennent que Reagan se sert de la Pologne pour attiser sa campagne pour une guerre antisoviétique. Et ils comprennent aussi qu'aujourd'hui, dans une confrontation militaire entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, quelle qu'en soit l'issue finale, l'Allemagne sera détruite. C'est pourquoi la politique de "détente" reste très en vogue dans la deuxième puissance de l'OTAN.

Mais la peur du bellicisme de Washington ne constitue qu'une partie de la réponse. Alors que Reagan tire des plans pour gagner une guerre nucléaire contre la Russie, Schmidt et les banquiers de Francfort en tirent pour racheter la Prusse et la Saxe (l'Allemagne de l'Est) et prendre une option sur les Etats-clients traditionnels de l'Allemagne en Europe de l'Est. Le symbole économique de l'*Ostpolitik* (politique de l'Est) allemande, c'est le contrat du gazoduc destiné au gaz soviétique, un projet de plusieurs milliards de dollars que Reagan a tenté sans succès de saborder. Avec une récession sévère et prolongée à l'intérieur et les tendances protectionnistes qui se renforcent dans l'ensemble du monde capitaliste, il y a des raisons bien réelles derrière le *Drang nach Osten* (la poussée vers l'Est) de Bonn. Cela ne nous surprend pas que le principal porte-parole de la haute finance dans le gouvernement de coalition, le comte Otto von Lambsdorff, ministre des finances et démocrate indépendant, affirme que des sanctions économiques contre la Pologne et l'URSS "n'ont pas beaucoup de sens" (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 janvier).

De plus en plus le porte-parole du SPD et leurs partisans d'"extrême gauche" expriment les appétits revanchards de l'impérialisme allemand à travers une rhétorique néo-nationaliste, comme si la principale puissance industrielle de l'Europe capitaliste était un pays colonial du "tiers-monde". Pendant ce temps, les instituts de recherche sociaux-démocrates élaborent des projets de réunification de l'Allemagne — sur une base capitaliste, cela va de soi. Albertz a élaboré un "plan en quatre étapes" pour la réunification de l'Allemagne qui prévoit une "communauté" économique pan-germanique et le retrait de toutes les "troupes d'occupation", plan qui circule à ce qu'on dit dans les hautes sphères du gouvernement. Le projet des sociaux-démocrates, c'est une Allemagne capitaliste réunifiée qui dominerait le continent européen, revenant ainsi sur les conséquences de la Deuxième Guerre mondiale. Comme l'a expliqué

Schmidt au Bundestag (parlement) il y a quelques années :

"Seule la restauration de la cohésion spirituelle de toute l'Europe, seule la restauration de la cohésion économique de l'Europe — malgré toutes ses formes et ses crises oppressives actuelles — offre une chance de réaliser l'unité future de notre propre nation allemande sous le même toit."

— cité dans Peter Brandt et Herbert Ammon, *Die Linken und die nationale Frage* (1981)

Pour faire accepter l'idée d'une Allemagne capitaliste réunifiée, Bonn doit convaincre les Russes, les Polonais, les Français — et ce ne sera pas facile — qu'un tel Etat au coeur de l'Europe ne serait pas une menace militaire pour ses voisins, qu'il se comporterait comme une sorte d'Autriche géante. Dans son essai sur le patriotisme allemand, Willy Brandt expliquait à ses jeunes disciples, pour le cas où ils n'en n'auraient pas été conscients, qu'"il y a aussi la question d'une profonde méfiance, à l'Est comme à l'Ouest, envers l'Allemagne qui a, par deux fois en un demi-siècle, plongé l'Europe dans la guerre". C'est actuellement dans l'intérêt de l'impérialisme allemand de *paraître* pacifique, presque pacifiste. C'est pourquoi la vieille garde du parti social-démocrate est prête à encourager jusqu'à un certain point les jeunes manifestants antinucléaires.

C'est Peter Brandt, fils du secrétaire du SPD et intellectuel influent dans la gauche réformiste, qui personifie le lien entre le mouvement "pacifiste" et le nationalisme social-démocrate. Plus explicitement que les anciens du SPD, Brandt le jeune lie la réunification à l'éclatement du bloc soviétique et à la création d'une Europe centrale dominée par l'Allemagne: "Pour un pays comme la Pologne, le danger permanent d'intervention provient de la structure des alliances qui lui sont imposées. Les choses iraient beaucoup mieux si l'on pouvait réussir à établir une zone neutre en Europe centrale."

Et la première famille de la social-démocratie allemande a des amis à l'Est de l'Elbe. Peter Brandt a été en novembre dernier l'instigateur d'une "lettre ouverte" à Brejnev signée par le plus en vue des dissidents d'Europe de l'Est, Robert Havemann de RDA, et qui appelait au "retrait de toutes les troupes d'occupation des deux parties de l'Allemagne". A peu près au même moment, Havemann accorda une interview où il réaffirmait qu'il considérait que la RDA est "la meilleure Allemagne" parce que la propriété privée des moyens de production y a été éliminée, *mais* il ajoutait: "Je suis prêt à accepter une réunification qui ne se déroulerait pas complètement selon mes désirs, si seulement une démocratie bourgeoise avec plusieurs partis, comparable à la démocratie de Weimar, voyait à nouveau le jour" (*Frankfurter Rundschau*, 10 octobre 1981). Cela signifierait la restauration du

capitalisme en RDA, ce qui est aussi l'objectif stratégique de la politique de "détente" social-démocrate.

L'Ostpolitik et l'impérialisme allemand

Quand la bourgeoisie allemande croit qu'un jour elle pourra faire un accord avec le Kremlin pour récupérer l'Allemagne de l'Est, ce n'est pas du tout un rêve utopique. En 1952, tentant en dernière minute de dissuader la République fédérale d'entrer dans l'OTAN, Staline lui-même proposa une Allemagne *démocratique-bourgeoise* neutre et réunifiée. Mais le chancelier démocrate-chrétien Konrad Adenauer repoussa la proposition russe, la qualifiant de piège. A l'époque le SPD critiqua violemment Adenauer parce qu'en refusant l'offre soviétique, il renonçait à la perspective de l'unité nationale allemande. Ces faits historiques sont bien connus dans les milieux sociaux-démocrates d'aujourd'hui.

Au début des années 70, il semblait que l'Ostpolitik de Brandt signifiait l'acceptation de la division permanente de la nation allemande. Il s'agissait en réalité d'une forme plus subtile des ambitions revanchardes de Bonn envers l'Est. Au lieu de la politique de bellicisme hystérique d'Adenauer, en pleine époque Dulles ("la politique de la force"), les sociaux-démocrates cherchent à affaiblir économiquement et à renverser politiquement les Etats d'Europe de l'Est dirigés par les staliniens. D'après la "théorie des deux piliers" de Brandt, "bâtir des ponts" économiques vers l'Est était aussi important que conclure des traités politiques pour affermir la détente.

L'Ostpolitik du SPD a une réelle base matérielle, ou plutôt elle en a deux. L'une, c'est les intérêts et les ressources des banquiers et des industriels allemands — et personne ne devrait croire que les rêves expansionnistes de la classe dirigeante allemande ont été anéantis par le petit avatar que représente la perte de deux guerres mondiales. L'autre, c'est que le SPD était historiquement le parti national dans un pays où les partis bourgeois n'avaient qu'une influence religieuse et régionale étroite. Les sympathies social-démocrates persistent en RDA où beaucoup voient dans le SPD une alternative "démocratique" à leur propre régime stalinien. On l'a vu avec l'accueil enthousiaste reçu par Willy Brandt pendant sa visite à Erfurt en 1970. Plus récemment, on l'a vu aussi le 13 février dernier avec la manifestation qui a rassemblé, à l'initiative de l'Eglise évangélique, un millier de personnes "en faveur de la paix" dans la ville est-allemande de Dresde. Les revendications soulevées de "suppression de toutes les armes nucléaires d'Allemagne", de retrait d'Allemagne de "toutes les troupes d'occupation" et de "non-ingérence dans les affaires intérieures des deux Etats allemands" (*Was Tun*, 18 février) correspondent bien au programme social-démocrate pour une "Allemagne réunifiée neutre",

c'est-à-dire pour la contre-révolution bourgeoise dans l'Etat ouvrier déformé d'Allemagne de l'Est.

Néanmoins le véritable impact d'une décennie d'Ostpolitik s'est fait d'avantage sentir en Pologne qu'en Allemagne de l'Est. Une des principales causes de la crise polonaise, qui a mené ce pays au bord de la contre-révolution, est que les staliniens se sont dangereusement jetés dans les griffes de la haute finance ouest-allemande. Les bureaucrates de Varsovie ont évidemment pensé qu'ils avaient un puissant ami en la personne de la Dresdner Bank. Mais la ligne "modérée" de Bonn envers le coup de force du 13 décembre ne doit pas masquer le fait que les sociaux-démocrates ont soutenu le "syndicat" anticommuniste Solidarnosc avec autant d'énergie (quoique plus discrètement) que les partisans de Reagan. Si Bonn s'oppose aux sanctions commerciales, aux représailles diplomatiques, etc. de Washington, ce n'est pas simplement à cause d'étroites préoccupations économiques. La bourgeoisie allemande comprend qu'un retour à la rigueur de la guerre froide des années 50 affaiblirait leur influence dans la sphère soviétique. Pour le SPD et la Dresdner Bank, ils ont perdu une bataille en Pologne, mais la guerre continue.

Le pacifisme allemand, avant-garde de l'Ostpolitik impérialiste

Les journaux font leurs gros titres des conflits entre le gouvernement de Bonn et les mouvements anti-missiles: Schmidt menace de démissionner, des jeunes lancent des pavés en dénonçant le "chancelier de guerre". Mais au fond il s'agit seulement d'une différence de degré à l'intérieur de la social-démocratie. Ce sont les sociaux-démocrates qui dominaient la manifestation anti-guerre du 10 octobre, et ce sont des organisations du SPD qui votent maintenant contre les Pershing. Les différents groupes de gauche sont devenus les "meilleurs bâtisseurs" du mouvement nationaliste-pacifiste, qui est à son tour l'avant-garde de l'Ostpolitik social-démocrate, c'est-à-dire de la résistance à la course à la guerre antisoviétique de Reagan au nom de la détente. Et comme nous l'avons montré, l'Ostpolitik du SPD correspond aux intérêts stratégiques de l'impérialisme allemand. Il y a aujourd'hui en Allemagne un front national qui va de la Dresdner Bank au mouvement "de la paix" — y compris sa frange gauche — en passant par Helmut Schmidt et Willy Brandt.

Le SPD, au pouvoir depuis 15 ans, et confronté aujourd'hui à de graves difficultés économiques dans un contexte international hostile, voit se développer une frange social-démocrate de gauche non négligeable qui sert essentiellement de groupe de pression extérieur sur Schmidt et Cie. C'est ainsi que le mouvement pacifiste (qui inclut pratiquement toute la gauche ouest-allemande) concentre son activité anti-

« Le Bateau »

Sorti il y a quelques semaines en France, le film "Le Bateau" raconte une mission d'un sous-marin allemand en 1941 en pleine "bataille de l'Atlantique". Jusque là rien de très original. Et effectivement par son scénario il ressemble comme un frère à pas mal de productions anglaises ou américaines. Sa particularité tient à ce qu'il raconte un épisode de la guerre du côté allemand et qu'il est même le premier de ce genre à être 100% *made in RFA*. Et pour cette raison

Critique d'une critique

"Le Bateau" a provoqué sinon une tempête du moins quelques vagues dans le petit monde cinématographique.

Certains critiques n'ont pas hésité à évoquer le spectre du fascisme. D'autres ont parlé de son caractère "ambigu". *L'Humanité*, qui ne tolère pas être dépassé en matière d'"antibochisme", déclare dans son numéro du 24 février que "l'entreprise navigue, si l'on peut dire, en eau trouble". En fait, le réalisateur, Wolfgang Petersen; ne fait que décrire les horreurs de la guerre sans même en faire l'apanage de l'un ou l'autre des deux camps. Il se situe en réalité dans le cadre de la vague de pacifisme qui submerge aujourd'hui l'Allemagne de l'Ouest et du nationalisme allemand qui lui est corrélatif (voir ci-dessus "Europacisme et nationalisme allemand"). Il n'y a que d'indécrottables chauvins, qui, de "Produisons français" à Vitry, sont prêts à tout pour prouver à leur propre bourgeoisie qu'ils sont de "bons Français", pour oser croire que le nationalisme français est progressiste comparé au nationalisme allemand. Allez donc en toucher un mot aux Algériens torturés et assassinés par l'armée coloniale "aux couleurs de la France" ou aux Vietnamiens dont

les parents ont été massacrés par les légionnaires du maréchal de Lattre de Tassigny, "libérateur" de la France et commandant en chef en Indochine en 1950 ! Le nationalisme, qu'il soit français ou allemand, n'est que l'expression idéologique et politique des intérêts d'une bourgeoisie nationale confrontée (que ce soit sur le marché ou dans des guerres) à ses concurrents capitalistes étrangers. Amalgamer nationalisme allemand et nazisme comme le fait plus ou moins ouvertement *L'Humanité* n'est qu'une façon pour le PCF de prendre le parti de son propre impérialisme "démocratique" face à son concurrent allemand "fascisant". Pour le PCF, il y a bien longtemps (près de 50 ans) que l'ennemi principal n'est plus dans son propre pays !

L'intérêt (ou l'inconvénient pour certains !) du "Bateau" est qu'il rappelle une vérité toute simple, mais difficilement acceptable pour un parti qui avait pour mot d'ordre pendant la guerre "A chacun son boche" : l'existence en 1941 d'une classe ouvrière allemande. Tout au long du film on voit s'affairer des marins armés de clés anglaises et de marteaux. Ces prolétaires sous l'uniforme sont probablement les fils ou les petits-fils des matelots de la *Kriegsmarine* qui s'étaient mutinés en novembre 1918 contre la boucherie impérialiste. Et, donnant une nouvelle preuve ignoble de sa loyauté à sa propre bourgeoisie, *L'Humanité* n'hésite pas un seul instant à condamner à mort rétrospectivement le prolétariat allemand :

"On apprend en exergue que sur 40.000 [sous-marinières] allemands partis en opération, 10.000 seulement sont rentrés à leur base. Avec le recul, impitoyable, de l'histoire, c'était 10.000 de trop."

— *L'Humanité*, 24 février

Le fait que le PCF rende les travailleurs allemands coupables des crimes d'Hitler est d'autant plus révoltant quand on sait que ce même parti dans les an-

nées 30 a approuvé la politique ultra-gauchiste irresponsable du Parti communiste allemand et de Staline qui a permis à Hitler d'arriver au pouvoir sans contre-mobilisation du puissant prolétariat allemand, et dont une conséquence fut le Pacte Hitler-Staline de 1939, nouvelle trahison du prolétariat allemand et sabotage de la défense des acquis ouvriers en URSS.

N'en déplaise à Marchais et autres, tous les prolétaires allemands sous l'uniforme n'étaient pas des criminels de guerre. Une direction révolutionnaire, internationaliste, devait se battre pour les mobiliser contre la guerre impérialiste menée par leur bourgeoisie. Ce que n'a pas fait la direction du PCF, honteusement chauvine, qui avait enchaîné la classe ouvrière française au "démocrate" de Gaulle. Ce qu'ont fait les trotskystes, notamment en organisant des cellules dans la *Kriegsmarine* à Brest. 65 militants trotskystes le paieront de leur vie, dont 30 soldats et marins allemands. Cet héroïque combat est relaté dans une brochure éditée juste après la guerre, "La lutte des trotskystes sous la terreur nazie" :

"Nous avons dit que le nazisme était la forme la plus hideuse de domination capitaliste, et par conséquent l'ennemi irréductible de la classe ouvrière, mais qu'il était un phénomène économique, et non 'prussien', un résultat de la pourriture impérialiste, et non celui d'un quelconque vice du sang allemand. (...)

"Nous avons appelé les soldats allemands à retourner leurs armes contre leurs officiers et à fraterniser avec les travailleurs d'Europe, tandis que nous appelions en même temps les travailleurs de ce pays à s'adresser fraternellement aux travailleurs embrigadés par Hitler dans son armée, pour les appeler à lutter avec eux contre le fascisme et le capitalisme. (...)

"Un soldat allemand tué ne luttera plus pour Hitler... mais il ne pourra pas non plus lutter contre !

"Un soldat allemand gagné au communisme, ce n'est pas un ennemi de moins, c'est un allié de plus." ■

missiles à préparer une manifestation devant le congrès du SPD qui se tiendra en avril à Munich. Ils courtisent, outre les dirigeants du SPD Eppler et Albertz (et à l'arrière-plan Willy Brandt), des parlementaires du SPD à la dérive comme Karl-Heinz Hansen et Manfred Copick, récemment exclus du groupe parlementaire du SPD au Bundestag. Plusieurs groupes de gauche se sont simplement submergés dans ce milieu, notamment le GIM, section allemande du Secrétariat unifié pseudo-trotskyite d'Ernest Mandel, qui ne s'est même pas donné la peine de venir avec sa propre banderole le 10 octobre. A force de rester à la traîne des "gauches" du SPD leur visage finit par épouser la forme du masque social-démocrate.

Il y a ensuite les débris du maoïsme, la coalition du Volksfront (Front du peuple) qui continue à se présenter comme le meilleur défenseur de la mère-patrie et réclame une "Allemagne neutre", la "République fédérale hors de l'OTAN", et le "retrait de toutes les troupes de l'OTAN étrangères" d'Allemagne de l'Ouest. Mais il y a aussi un éventail de groupes réformistes d'origine maoïste qui prétendent être contre la *Vaterlandsverteidigung* (défense de la mère-patrie). Le Bund Westdeutscher Kommunisten (BWK) appelle au retrait de l'Allemagne de l'Ouest de l'OTAN et à la neutralisation de la République fédérale, mais s'oppose à l'appel à la réunification car cela "fait le jeu du nationalisme allemand". L'*Ostpolitik* est un "chantage pour la RDA", prétend le BWK. Au lieu de cela, ils sont pour la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est et la vieille lubie stalinienne d'un "traité de paix démocratique".

Le Kommunistischer Bund (KB) s'oppose aussi à la réunification allemande, qu'il ne peut concevoir que sur une base capitaliste, et il généralise les illusions pacifistes en appelant à une "zone dénucléarisée en Europe" et à la "dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie". Le dernier venu sur la scène social-démocrate est le Marxistische Gruppe (MG) dont le credo est un "refus" petit-bourgeois ("Reagan et Schmidt — nous ne l'accepterons pas!"). D'un autre côté, alors qu'une myriade d'anticommunistes manifestait contre la visite de Brejnev à Bonn en novembre dernier, le MG organisa une contre-manifestation sur le mot d'ordre "Brejnev, qu'est-ce que tu fais là? L'OTAN prépare une guerre contre toi!". Cependant nulle part le MG ne se prononce pour la défense de l'Union soviétique contre la course à la guerre impérialiste. En réalité, ce ne sont que des défenseurs radicaux de la détente.

Quels que soient leurs efforts pour prendre une posture "gauche", ces groupes — et en particulier le MG "plus large" — sont définis de par leur position comme faisant partie intégrante du mouvement "de la paix" nationaliste dirigé par les sociaux-démocrates. Ils sont l'opposition de Sa Majesté pour Eppler et Brandt. Et il ne saurait en être autrement pour ces ex-maoïstes qui n'ont pas encore confronté leur position antimarxiste et fondamentalement contre-révolutionnaire sur la question cruciale, la question russe. Particulièrement en Allemagne — qui est divisée entre deux systèmes sociaux antagonistes, entre le capitalisme et un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé —, on ne peut pas combattre l'impérialisme sans défendre la RDA et le bloc soviétique contre les attaques de l'OTAN et contre le travail de sape économique et politique plus subtil de l'*Ostpolitik* ouest-allemande. La Pologne le montre aujourd'hui de la façon la plus aiguë.

La question polonaise, la question allemande et la question russe sont inextricablement liées. Une victoire de la contre-révolution de Solidarnosc en Pologne aurait immédiatement posé la possibilité de la réunification de l'Allemagne sur une base capitaliste (et très rapidement la possibilité d'une troisième guerre mondiale nucléaire par la même occasion). De quel côté est donc la gauche ouest-allemande en Pologne? Le GIM est naturellement pour une "solidarité avec Solidarnosc" sans conditions, et reproche même au gouvernement impérialiste ouest-allemand de ne pas apporter suffisamment d'aide à Lech Walesa et à ses amis. Le MG, à sa manière habituelle, littéraire et confuse, critique l'OTAN pour son soutien à Solidarnosc mais critique aussi le coup de force de Jaruzelski. De son côté, le KB critique les dirigeants de Solidarnosc parce qu'ils encouragent l'anticommunisme, et note la domination de l'idéologie bourgeoise sur le mouvement... mais s'oppose au coup de force au nom de la souveraineté polonaise! Le KB prétend donc que la souveraineté nationale importe plus que la défense de la dictature du prolétariat. Appliquée à la question allemande, nous trouvons la même méthodologie dans la lettre d'Havemann. Alors qu'ils affirment préférer le socialisme, au fond ils donnent un soutien critique à la réunification contre-révolutionnaire.

La Troztkistische Liga Deutschlands (TLD), section allemande de la tendance spartaciste internationale, s'est battue pour la défense des conquêtes restant de la Révolution d'Octobre. "A bas l'OTAN! Défense de l'Union soviétique!" étaient les mots d'ordre de

la TLD le 10 octobre. Quand un mois plus tôt le général Haig avait visité le mur de Berlin et pris la parole dans cette ville du front, nous avions proclamé "La défense de l'Union soviétique commence à Berlin!". Et sur la Pologne la TSI a affirmé sans hésitation "Halte à la contre-révolution de Solidarnosc!". Et parce que nous, trotskystes, sommes demeurés fermement décidés à défendre l'Union soviétique, y compris en appelant à la révolution politique pour chasser les bureaucrates staliniens qui sabotent cette défense avec leurs illusions dans la détente, nous sommes les seuls à avoir un programme pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne à travers la révolution socialiste en République fédérale capitaliste et la révolution politique prolétarienne en RDA.

Pour les révolutionnaires allemands, l'anti-impérialisme signifie s'opposer au revanchisme nationaliste aux couleurs de la social-démocratie. La gauche antimarxiste soit s'aligne sur l'*Ostpolitik* impérialiste de Schmidt qui vise à miner les Etats ouvriers dégénéré/déformés du bloc soviétique, en particulier à travers le mouvement "de la paix" nationaliste, soit s'oppose à la réunification, laissant ainsi aux Schmidt et Strauss le soin de s'occuper de la question nationale allemande. Qu'auraient dit le BWK, le KB et le MG aux travailleurs est-allemands qui s'étaient soulevés contre Ulbricht le 17 juin 1953 — pas d'unité avec le prolétariat ouest-allemand? Seuls les trotskystes ont un programme pour mobiliser le prolétariat allemand dans une lutte qui est cruciale pour forger les Etats-Unis socialistes d'Europe. Comme nous l'avons écrit après l'intervention soviétique en Afghanistan, quand Washington déchaînait l'offensive de guerre froide (*Workers Vanguard* n°262, 8 août 1980):

"Aujourd'hui les masses laborieuses d'Allemagne de l'Ouest se voient comme les victimes potentielles et impuissantes du conflit des 'superpuissances'. Le puissant prolétariat allemand tient cependant son sort entre ses mains. La puissance économique de l'Allemagne de l'Ouest comme de l'Allemagne de l'Est est telle qu'une réunification révolutionnaire mettrait fin à la division de l'Europe qui a fait suite à la guerre et à la polarisation globale entre le stalinisme russe et l'impérialisme américain. Une révolution prolétarienne en Allemagne de l'Ouest pourrait traverser le mur de Berlin et déclencher la révolution politique en Union soviétique ainsi que le renversement du capitalisme dans le reste de l'Europe de l'Ouest. Bien plus qu'en France, en Grande-Bretagne ou en Italie par exemple, les travailleurs ouest-allemands ont le pouvoir de déterminer l'avenir de la planète."

Adapté de *Workers Vanguard* n°299

Mitterrand lâche ses CRS...

Suite de la page 3

milices patronales. Nous nous rappelons l'infâme "riposte" de cinq minutes lors du meurtre de Pierre Mafre par un nervi de la CFT en 1977. Ou le meurtre de Pierre Overney à Renault-Billancourt, qui fut commis il y a exactement dix ans (le 25 février 1972) par un vigile. Mais la victime était un "gauchiste" et c'est lui que le PCF condamna comme provocateur! En plus Renault est une entreprise nationalisée... et le... patron de l'assassin d'Overney était un dénommé Pierre Dreyfus, aujourd'hui ministre de l'industrie et collègue de Fiterman!

Ce n'est que sur le tard que les pathétiques opportunistes de la LCR en sont venus à prêcher la confiance dans l'Etat bourgeois, "protecteur" des droits des travailleurs. Mais ils compensent leur manque d'expérience par leur impudence. Même le plus cynique des bureaucrates syndicaux hésiterait à écrire ce qui suit: "Oui, c'est le patronat qui a tué Ahmed Medjir, ouvrier immigré! Voilà la vérité, effacée

par l'ensemble de la presse, qui doit rassembler tous les travailleurs de l'usine Fulmen de Clichy. (...) ils doivent opposer leur révolte unie. Unis! Qu'ils soient grévistes ou non-grévistes" (*Rouge*, n° 1004, 19-25 février. Nous soulignons). A la différence de la LCR, même le plus cynique bureaucrate saurait ce que sa base pense des jaunes et du traitement qu'ils méritent.

Non contente d'appeler à fraterniser avec les briseurs de grève, le LCR a cautionné l'utilisation des flics par Mitterrand contre les travailleurs. Même la presse bourgeoise n'a pas prétendu qu'il s'agissait de "bavures" des préfets. Mais *Rouge* ne voulait pas décider si c'était ou non une politique menée au niveau national et, en définitive, a scandaleusement accordé à Defferre le bénéfice du doute! Quoi de plus naturel puisque la LCR appelle ce même Gaston Deferré (!) à épurer et réformer la police dans l'intérêt du prolétariat (Cf. *Rouge* n° 1007, 12-18 mars). Tous les ouvriers qui ont une once de combativité ne peuvent avoir que mépris pour ces capitulars qui révisent chaque jour plus grossièrement le trotskysme.

Pour l'autodéfense ouvrière!

Aux provocations d'Isigny et de Clichy, nous avons opposé la perspective d'une riposte massive et combative qui aurait pu servir de point de départ pour l'autodéfense ouvrière, et nous avons expliqué que, dans des entreprises comme Fulmen et Besnier, les grévistes sont en général trop peu nombreux pour résister seuls avec succès aux attaques des nervis du patronat. Le tract de la LTF appelait à la solidarité ouvrière et à l'organisation de piquets volants dans les centres industriels pour venir en aide à ces grévistes, et ce, dans le cadre d'une lutte contre le sabotage par la bureaucratie syndicale d'une grève offensive dans l'industrie lourde: "Pour nous défendre nous avons besoin de nos propres milices, commençant avec des piquets d'autodéfense basés sur les organisations de masse de la classe ouvrière — partis et syndicats. De tels détachements doivent être soutenus par des centaines de milliers d'ouvriers. Nous avons besoin d'une authentique riposte de masse

contre ces provocations. Au lieu d'en appeler à la protection de Mitterrand, la manifestation d'Isigny aurait pu être la base pour une telle mobilisation qui aurait eu pour but une grève générale d'avertissement au niveau de la région. Mais ce qui s'impose aujourd'hui après l'assassinat de Clichy, c'est que les militants, au niveau national, commencent à s'organiser pour appeler à des assemblées générales de leurs syndicats, pour exiger que ceux-ci organisent des grèves, qui pourraient être le point de départ d'une offensive puissante contre le programme d'austérité et de licenciements qui touche toute l'industrie."

De plus en plus de militants du PCF et de la CGT sont écoeurés par le rôle de briseur de grève que joue leur direction. En réaction aux mesures d'austérité et à la campagne de guerre froide de la social-démocratie, ils veulent que le PCF sorte du gouvernement. Ces militants ne doivent pas rejeter seulement ce front populaire, mais toute la stratégie de collaboration de classe qui le sous-tend et qui a déjà fait banqueroute. En Mai 68, les dirigeants du PCF et de la CGT ont renvoyé au travail 10 millions de travailleurs, sabotant ainsi une situation pré-révolutionnaire. Ils justifient cette trahison en proclamant l'absence d'alternative politique à de Gaulle. Mais leur "alternative" était justement le genre de gouvernement anti-ouvrier que nous avons aujourd'hui! La défense de nos droits et de nos besoins les plus élémentaires signifie la rupture avec la collaboration de classe des bureaucrates réformistes et la lutte pour le pouvoir d'Etat sous la direction d'un parti révolutionnaire d'avant-garde.

- Autodéfense effective des piquets de grève!
- Expulsion des syndicats des flics, des juges et des gardiens de prison!
- Aucun appel à l'Etat bourgeois pour dissoudre les bandes fascistes et patronales!
- Rompez avec Mitterrand: pour une lutte de classe contre sa politique d'austérité et de guerre froide!
- Echelle mobile des salaires et échelle mobile des heures de travail!
- Pour un parti trotskyste d'avant-garde!
- Pour un gouvernement ouvrier basé sur les soviets pour exproprier la bourgeoisie!■

ABONNEZ-VOUS!

au journal de la
Ligue trotskyste de France

LE BOLCHEVIK B.P. 135 - 10 75463 Paris cedex 10

NOM: _____

ADRESSE: _____

(9 numéros) : 30 F (France) - Hors Europe 40 F
(avion : 60 F) - Etranger : mandat poste international

Tolbiac...

suite de la page 5

téléphoné expliqua qu'"après les incidents on a demandé à tout le monde de se calmer un peu", désavouant implicitement ses propres militants. Il ajouta: "Au moins, je l'espère, que cette faculté ne devienne pas un lieu de bataille entre des gens qui ne pensent pas pareil mais comment on se respecte. Donc je peux t'assurer que je vais faire tout pour qu'il n'y ait plus d'incident de ce genre." Mais si aucune organisation ne veut prendre officiellement la responsabilité des agissements de ces nervis, il faut se demander pourquoi ce genre d'individus se trouve dans la mouvance des organisations social-démocrates. Les sociaux-démocrates et leurs valets pseudo-trotskyistes sont effectivement responsables politiquement des attaques de ces gangsters hystériques. La campagne anticomuniste et antisoviétique qui sévit sur les facs a créé une atmosphère qui encourage ces nervis à penser qu'ils peuvent commettre impunément ce genre d'exactions.

La LCR a joué avec un cynisme révoltant le rôle d'avocat politique de la violence anticomuniste. Ils n'ont certes pas expliqué qu'ils ne défendraient pas les droits démocratiques de ceux qui étaient contre Solidarnosc; mais ils ont essayé de faire passer ce gangstérisme pour une réaction spontanée des "masses" en colère! Le 4 mars, au cours d'une conversation téléphonique dont nous avons publié en tract la transcription complète, un porte-parole de la LCR a déclaré: "(...) vu les positions que vous avez sur la Pologne on pense qu'il peut arriver que dans un certain nombre d'endroits vous soyez jetés des universités ou des lycées, etc. (...) les masses peuvent vous jeter des universités." Quand on lui demanda la position de son organisation sur l'attaque perpétrée par les vigiles contre les militants trotskystes, tout ce que le représentant de la LCR trouva à dire fut: "Nous sommes pour la démocratie en général", ajoutant: "Vous n'êtes pas des trotskystes, c'est le problème." La "démocratie en général" signifie bien sûr pas de démocratie pour ceux qui, contrairement à la LCR, défendent l'Union soviétique contre l'impérialisme et s'opposent au nationalisme

pilsudskiste en Pologne. Mais en justifiant les attaques des soi-disant "masses" contre la LTF, la LCR cautionne par avance, par exemple, le gangstérisme du PCI à son endroit, car les lambertistes diront alors sans doute à la LCR: "Vous n'êtes pas des trotskystes, c'est le problème."

Pourquoi les dirigeants de l'UEC mentent

Plusieurs militants de l'UEC ont été témoins de l'attaque du 2 mars, et au moins 15 membres ou sympathisants de l'UEC ont signé notre pétition. A la suite de quoi leur direction, qui a décrété que le débat sur la LTF et le trotskysme était un sujet tabou, les critiqua sévèrement. De plus le 3 mars, Thierry Pozzo, dirigeant de l'UEC de Tolbiac, déclara carrément que l'administration aurait dû interdire notre meeting: "L'administration ne prend pas ses responsabilités. Vous êtes des anticommunistes, provocateurs d'incidents, vous êtes des flics."

Les militants de l'UEC savent que nous ne sommes ni des anticommunistes ni des provocateurs. Ils nous ont vu nous faire attaquer par de vrais flics et de vrais petits voyous à cause de notre opposition à la campagne social-démocrate de guerre froide. Les bureaucrates stalinien pensent sans doute qu'il est plus "malin" de laisser les anticommunistes leur épargner la peine de répondre politiquement aux trotskystes, en refusant de prendre notre défense et même en dénonçant les trotskystes comme des "provocateurs" — même si cela a renforcé la possibilité d'autres attaques contre l'UEC!

Les militants de l'UEC doivent comprendre que ce genre de calomnies grotesques et ce sectarisme apparemment incompréhensible ne sont pas des aberrations isolées. Ce sont les méthodes des bureaucrates réformistes qui n'ont pas d'autre moyen de couvrir leur banqueroute politique. Et c'est une longue tradition dans le mouvement stalinien! Les usurpateurs révisionnistes du léninisme ont toujours peur d'être démasqués par les véritables continuateurs de Lénine. C'est pourquoi pour les bureaucrates staliniens les trotskystes sont "pires" que les sociaux-démocrates ou même certains bourgeois.

Ceux qui savent maintenant d'expérience que leur direction leur a menti sur la LTF doivent se deman-

der si le reste de l'"histoire" stalinienne — les versions que le PCF donne de 56 en Hongrie ou de Mai 68 par exemple — n'est pas pareillement falsifié.

La LTF a fait ce que l'UEC ne pourrait faire: renverser le cours de la campagne d'intimidation anticomuniste et isoler les gangsters, tout cela sans cacher notre programme de défense de l'Union soviétique. Pour l'UEC, une telle campagne serait impensable, non seulement à cause de son désarroi politique sur la Pologne, mais aussi parce qu'elle a ses propres antécédents quand il s'agit de bafouer la démocratie ouvrière, et que les réformistes de l'UEC ne préparent pas leurs militants à nager à contre-courant.

Le fait que certains membres soi-disant "prosoviétiques" de l'UEC refusèrent de condamner les vigiles montre à quel point leur penchant pour la collaboration de classes est viscéral.

Certains professeurs et syndiqués se trouvent obligés de couvrir les vigiles parce que plusieurs d'entre eux appartiennent aux syndicats de la faculté. C'est tout simplement un scandale. Ces gardiens de l'ordre bourgeois sur les facs sont les ennemis des étudiants, du personnel et des professeurs. Leur place est de l'autre côté de la barricade: les flics hors des syndicats!

La campagne de la LTF est une victoire non seulement pour la LTF mais aussi pour les droits démocratiques de tous à l'université, une victoire contre les tentatives de censure politique de la part de l'administration et d'une bande isolée de nervis hystériques. Pendant la campagne nous avons dit: "Nous, trotskystes, avons le droit de nous organiser et de nous exprimer. Les marxistes, qui estiment que l'URSS est du bon côté en Afghanistan, qui s'opposent au coup d'Etat contre-révolutionnaire de Solidarnosc et qui sont pour la victoire militaire des insurgés de gauche au Salvador, ont le droit de le dire sans être la cible de la chasse aux sorcières anticomuniste." Avec la Pologne et le Salvador, les étudiants deviennent de plus en plus politiques, et il y en a qui ont envie de débattre avec la LTF sur la Pologne; mais avant tout les étudiants ne veulent pas laisser quiconque s'arroger le droit de décider à leur place qui ils peuvent écouter!

Salvador...

suite de la page 2

vador pour réaliser un compromis avec la junte et l'impérialisme. Le badge de Marchais et Cie n'est pas "Venceremos", mais "Venderemos" (Nous [les] vendrons)!

Les pseudo-trotskyistes de la LCR soutiennent la "solution négociée" au Salvador:

"Pour le FMLN, il est tout à fait légitime de tirer parti des contradictions de l'adversaire en proposant de négocier sans renoncer à son indépendance politique et militaire."

— Inprecor n° 121, 22 mars

Des années de suivisme au front populaire et de capitulation à l'antisoviétisme ont transformé ceux qui, il y a une dizaine d'années, défilaient aux cris de "FNL vaincra!" et "Créer un, deux, trois, de nombreux Vietnam!" en vulgaires et misérables couvertures de gauche des tentatives de leur propre impérialisme de briser la révolution en Amérique centrale.

Il n'est donc pas surprenant de les voir saluer l'initiative franco-mexicaine de l'été dernier comme "un réel point d'appui pour la guérilla dans son combat contre la dictature" (Rouge n° 1008, 19-25 mars). En passant, la LCR évoque les "arrière-pensées [d']enrayer le processus révolutionnaire". Mais pour eux c'est manifestement annexe, et n'importe comment ce sont les arrière-pensées de la bourgeoisie mexicaine, mais pas celles de l'impérialisme français dirigé par leur "camarade président". Pour la LCR, la politique internationale de Mitterrand est au pire "ambiguë" (Ibid.) ou "incohérente" (Rouge n° 1007, 12-18 mars):

"On mesure ici l'incohérence de la diplomatie élyséenne. On ne peut d'un côté laisser entrevoir des sympathies pour les guérillas du Salvador et du Guatemala et, de l'autre, proclamer que les 'principales options' sont identiques. Il est en effet impossible de concilier la révolution centre-américaine et les intérêts de l'impérialisme mondial — donc de la bourgeoisie française. A suivre sa tactique actuelle et à chercher à composer avec la citadelle impérialiste, Paris sera inévitablement conduit à capituler complètement devant cette dernière."

— Ibid.

On reste confondu devant tant de cynisme grossier et de capitulation répugnante. Comme si la bourgeoisie française avait besoin de "capituler" devant les Américains pour apprendre comment asservir, violer et exploiter ses "propres" colonies. Comme si Mitterrand ne défendait pas maintenant les intérêts de la bourgeoisie française comme il l'a fait dans le passé en Algérie! Comme si celui qui se proclame le "meilleur allié de Reagan" ne figurait pas déjà en bonne place dans la Sainte-Alliance anticomuniste! Laisser entendre que Mitterrand — le chef de l'impérialisme



Workers Vanguard

Cortège anti-impérialiste organisé par nos camarades américains de la SL/US le 3 mai 1981 à Washington

français pourrait mener une politique favorable à la "révolution centre-américaine" (si on exerce une pression suffisamment forte pour faire pencher la balance dans le bon sens), c'est propager les pires illusions mortelles pour la classe ouvrière.

La gangrène social-démocrate a transformé l'"extrême gauche" en une bande de capitulards à leur propre impérialisme. Les anticommunistes de l'OCI sont devenus les larbins de Mitterrand au point de s'opposer, lors du dernier congrès de l'UNEF, à une motion demandant le retrait des troupes françaises d'Afrique (cf. Rouge n° 1005, 26 février-4 mars)! Pendant ce temps, la LCR mène fiévreusement une campagne réformiste pour démocratiser l'armée bourgeoise ("6 mois comme promis"). Hérnu, connaisseur en la matière, ne s'y est pas trompé, quand, lors d'une réunion électorale à Metz le 8 mars, il a répondu à des porteurs d'une pétition pour les 6 mois de service militaire:

"Je suis le ministre du changement, du changement du contenu du service national. Vous n'êtes pas des antimilitaristes et vous ne vous reconnaissez pas comme tels puisque vous acceptez le principe du service national. Parlons du contenu, de la sécurité de la patrie, et vous verrez que nous serons d'accord."

— Le Monde, 10 mars

Sans commentaires!

A mort la junte! Pouvoir ouvrier!

Le Salvador est une société où la polarisation entre les classes est violente. Quand en 1932 les masses se soulevèrent derrière le communiste Farabundo Marti, les propriétaires fonciers et les généraux noyèrent

cette révolte dans le sang au cours de la tristement célèbre *matanza* (tuerie) et instaurèrent une dictature militaire qui dura plus d'un demi-siècle. Même les revendications les plus élémentaires des ouvriers et des paysans — la terre, la fin des massacres, l'indépendance vis-à-vis de la domination impérialiste — ne peuvent être satisfaites sans exproprier les propriétaires fonciers et l'oligarchie capitaliste. Les libéraux et les réformistes se prétendent plus "mûrs" et plus "réalistes" que les révolutionnaires. Mais aujourd'hui au Salvador il n'est pas réaliste d'envisager autre chose que des solutions révolutionnaires. Sans victoire militaire on laisserait intactes les forces armées sanguinaires, alors que le sang de dizaines de milliers de leurs victimes est là pour prouver que ces forces armées doivent être détruites une bonne fois pour toutes.

Il faut avant tout mobiliser les masses laborieuses afin qu'elles luttent pour leurs propres intérêts de classe, et arriver à une révolution prolétarienne. La victoire militaire des insurgés de gauche est une nécessité vitale pour ouvrir la possibilité d'une telle révolution, et pour la mener à bien il faut forger une avant-garde de la classe ouvrière implacablement opposée aux trahisons du front-populisme. Il faut construire un parti trotskyste déterminé à mener la classe ouvrière à une victoire contre tous les secteurs de la bourgeoisie salvadorienne et à étendre la lutte révolutionnaire non seulement à travers l'Amérique centrale mais au nord jusqu'au Mexique avec son prolétariat important, puissant et combatif. Voilà le chemin de la victoire au Salvador!

Pologne...

suite de la page 12

cellules d'éducation et de propagande d'une avant-garde trotskyste pour défendre et étendre les acquis historiques de la propriété socialisée, hérités de la Révolution d'Octobre, en expulsant les usurpateurs qui en sapent les fondements et en écrasant ceux qui veulent les détruire.

La véritable héroïne révolutionnaire polonaise: Rosa Luxemburg

La situation polonaise actuelle n'a pu se développer que dans un vide politique qui résulte de la destruction des traditions du communisme international en Pologne par de sauvages persécutions — celles des pilsudskistes polonais, des nazis allemands et des staliniens. Les médias d'Occident présentent aujourd'hui l'histoire de la Pologne à travers le prisme déformant de Solidarnosc. La nation polonaise est, paraît-il, fanatiquement nationaliste, d'une piété fervente, le plus anticommuniste des peuples. De son côté, le régime relègue l'histoire du mouvement ouvrier polonais d'avant 1945 aux oubliettes académiques. En réalité, il y a en Pologne une des traditions de socialisme marxiste prolétarien les plus anciennes et les plus solides de tous les pays d'Europe. L'avant-garde révolutionnaire véritable doit se bâtir sur ces traditions internationalistes.

Le parti Proletariat, qui fut formé à Varsovie au début des années 1880, fut le premier parti ouvrier marxiste de l'empire tsariste. Proletariat, dirigé par Ludwik Warynski, rejetait (et c'est significatif) le programme polonais radical traditionnel de soulèvement national et travaillait en liaison étroite avec les populistes russes pour une révolution sociale dans tout l'empire tsariste. La génération suivante, avec le plus grand de tous les dirigeants révolutionnaires prolétariens polonais, Rosa Luxemburg, reprit la tradition internationaliste du parti Proletariat. Luxemburg rejetait la lutte pour une Pologne démocratique bourgeoise indépendante et se battait pour le renversement de l'absolutisme tsariste par une lutte unifiée des prolétaires russes et polonais:

"Si l'idée de faire de la Pologne indépendante un tampon, bouclier défensif pour l'Occident contre la réaction du tsarisme russe est devenue irréalisable, le développement capitaliste qui a enseveli cette idée a créé à la place, en Russie comme en Pologne, un mouvement de classe révolutionnaire du prolétariat unifié et avec lui un nouvel allié de l'Occident, bien plus courageux et qui peut non seulement protéger mécaniquement l'Europe de l'absolutisme mais le miner et le détruire."

— "La question polonaise et le mouvement socialiste" (1905), cité dans *Les marxistes et la question nationale 1848-1914* (Editions François Maspéro, 1974)

La lutte politique entre le parti Social-Démocratie du royaume de Pologne et de Lithuanie (SDKPiL), internationaliste, de Luxemburg et de Leo Jogisches, et le Parti socialiste polonais (PPS) de Josef Pilsudski domina le mouvement ouvrier polonais d'avant la Première Guerre mondiale.

Comme Lénine le soulignait, Luxemburg avait tort de rejeter le droit démocratique bourgeois d'autodétermination nationale, c'est-à-dire le droit à un État séparé pour la Pologne. Son entêtement dogmatique sur la question a affaibli sa lutte, correcte, contre Pilsudski et les courants chauvins au sein de la classe ouvrière polonaise. Mais, elle avait raison d'insister sur le fait que le destin de la Pologne était inextricablement lié aux luttes de classe prolétariennes dans les nations qui l'opprimaient, la Russie et l'Allemagne. Ce n'est pas une insurrection nationale, mais la Révolution bolchévique et la défaite allemande dans la Première Guerre mondiale qui donnèrent lieu à la création d'un État polonais bourgeois indépendant. Cette défaite allemande était pour une bonne part due à l'insurrection des ouvriers allemands qui en avaient assez de la guerre; et Rosa Luxemburg était alors parmi ceux qui la dirigeaient. C'est une de ces ironies de l'histoire que les contributions de Rosa Luxemburg aux révolutions russe et allemande ont plus fait pour la libération nationale de la Pologne que les Légions polonaises de Pilsudski.

Aujourd'hui, Rosa Luxemburg, la plus illustre représentante en Pologne du socialisme prolétarien est dédaignée par les deux camps. Solidarnosc, clérical-nationaliste, glorifie l'ennemi juré de Luxemburg, Pilsudski — et pas le socialiste droitier qu'il fut avant 1914, mais le dictateur militariste et antisovié-

tique fascisant qu'il devint après. Les staliniens, eux non plus, n'ont rien de commun avec l'internationalisme prolétarien, et ils tentent désespérément de se donner une couleur "patriotique". En automne dernier, le régime de Jaruzelski a pour la première fois célébré l'anniversaire de la fondation de la république bourgeoise polonaise le 11 novembre 1918. Cette fête nationale est en réalité une commémoration en l'honneur de Pilsudski.

Mais que les staliniens dédaignent cette grande révolutionnaire qu'était Rosa Luxemburg n'est pas propre au régime de Jaruzelski. Comme l'a écrit Trotsky en 1932:

"Oui, Staline a suffisamment de raisons pour haïr Rosa Luxemburg. Mais d'autant plus grand est notre devoir de préserver la mémoire de Rosa Luxemburg contre la calomnie de Staline, reprise par des fonctionnaires appointés des deux hémisphères; d'autant plus grand est notre devoir de transmettre dans toute sa splendeur et son haut pouvoir d'éducation cette figure vraiment merveilleuse, héroïque et tragique, aux jeunes générations du prolétariat."

— "Bas les pattes devant Rosa Luxemburg!", reproduit dans *L'Etat bourgeois et la révolution* (Editions la Brèche, 1978)



Rosa Luxemburg, le symbole de la tradition révolutionnaire polonaise, est haïe par les contre-révolutionnaires et rejetée par les staliniens

Si Rosa Luxemburg n'a pas droit aux honneurs dans la Pologne de Staline et de Solidarnosc, c'est aussi parce qu'elle était juive. Pour les Walesa comme pour les Jaruzelski, un juif n'est pas un "vrai" Polonais. Un des aspects les plus hideux et les plus grotesques de la crise actuelle est la résurgence de la chasse aux juifs tant d'un côté que de l'autre, bien que presque tous les juifs polonais aient été tués par les nazis et que les quelques dizaines de milliers restants aient été expulsés par les staliniens en 1968. Les staliniens n'osent pas s'en prendre à la hiérarchie du pape Wojtyla, la vraie force derrière Solidarnosc, alors ils inventent à l'envi des "complots sionistes". Le dissident social-démocrate juif Adam Michnik, personnage sans grande influence dans la configuration actuelle de Solidarnosc, est l'une des cibles sélectionnées par la propagande gouvernementale. Une émission de la radio gouvernementale après le coup de force du 13 décembre dénonçait également le fait que le conseiller de Solidarnosc Bronislav Gerek était le fils d'un professeur de religion juif. Mais les antisémites endurcis, c'est dans l'autre camp qu'on les trouve. Même le *Wall Street Journal* reconnaît que le KPN de Leszek Moczulski, importante fraction de Solidarnosc, est "imprégné de tout un passé d'antisémitisme". En automne dernier, le dirigeant "radical" de Solidarnosc à Szczecin, Marion Jurczyk, déclarait que les trois quarts de la direction du parti communiste étaient en fait des juifs qui avaient changé leur nom!

Avant l'holocauste, les juifs jouaient un rôle très important dans la direction du mouvement ouvrier révolutionnaire polonais, lui donnant une grande part de son élan internationaliste et de son cosmopolitisme, servant de garde-fou aux influences social-patriotes. En "purifiant" la nation polonaise à Auschwitz et ailleurs, Adolf Hitler a indirectement contribué à l'état minable du stalinisme polonais d'après-guerre, à l'énorme influence de l'Eglise catholique, et à la naissance du mouvement clérical-nationaliste Solidarnosc.

La tragédie du communisme polonais

Le Parti communiste polonais, fondé en 1918, était né d'une fusion entre le SDKPiL de Luxemburg et le Parti socialiste polonais de gauche, important parti centriste qui avait scissionné d'avec Pilsudski à la

suite de la Révolution de 1905. Isaac Deutscher, dans son important essai "La tragédie du communisme polonais" (*Les Temps modernes* n° 145, 1958) décrit ce qui réunissait ces premiers communistes polonais, c'est-à-dire "le facteur de consolidation que représentait pour les rangs du parti la très nette conscience de l'opposition irréductible de ce dernier aux forces nobiliaires et bourgeoises, réformistes et nationalistes de la Pologne d'alors".

Cette opposition devait bientôt être mise à l'épreuve, et de la façon la plus brutale qui soit. Au début de 1920, Pilsudski se lança dans une guerre de conquête contre la Russie soviétique. Il allait de soi que les communistes polonais accompliraient leur devoir internationaliste, ce qu'ils firent. Deutscher explique:

"Le Parti communiste polonais traita cette guerre — conformément à la réalité — comme la guerre des classes possédantes polonaises, ou d'une notable fraction d'entre elles, contre la Révolution russe, et comme partie intégrante de l'action interventionniste menée par les gouvernements bourgeois occidentaux. Le Parti communiste polonais se sentait solidaire de la Révolution russe et tenu de la défendre."

On peut estimer qu'au début des années 1920 le parti communiste prosoviétique avait plus de poids dans la classe ouvrière polonaise que les sociaux-démocrates pilsudskistes. De plus, on disait couramment dans le Komintern: "Le parti allemand est le plus grand; le parti polonais est le meilleur."

Le parti polonais, pour une grande part à cause de ses racines dans le SDKPiL de Luxemburg, opposa plus de résistance à la stalinisation qu'aucun autre grand parti du Komintern. En décembre 1923, son comité central envoya au parti russe une lettre de protestation: "(...) pour notre parti, voire le Komintern tout entier, pour le prolétariat révolutionnaire mondial dans son ensemble, le nom du camarade Trotsky est indissolublement lié à la victoire de la Révolution soviétique, à l'Armée rouge, au communisme" (cité dans M.K. Dziewanowski, *The Communist Party of Poland* [1976]).

Il ne s'agit pas pour autant d'idéaliser le Parti communiste polonais des années 20 ou le régime des "trois W" (Warski, Walecki, Wera Kostrzewa). En 1923, la direction communiste polonaise laissa passer une situation potentiellement révolutionnaire. Quelques années plus tard, ils commirent une erreur bien plus grave encore. Temporairement déboussolé par l'enthousiasme populaire pour le bonapartisme de Pilsudski, Warski donna le soutien de son parti au maréchal lors de son coup d'Etat en mai 1926 (Cf. "Pilsudski and counterrevolution in Poland" *Workers Vanguard* n° 293, 20 novembre 1981). Pourtant le parti communiste se remit rapidement de sa "faute de mai" et fut la seule opposition à la dictature fasciste qui s'installait.

L'autorité politique acquise par le Parti communiste polonais au cours de sa lutte héroïque contre la dictature réactionnaire fut bientôt dilapidée par le tournant stalinien vers l'aventurisme de la "troisième période". Le parti ne put plus s'engager dans des actions communes avec les sociaux-démocrates et les partis paysans contre la terreur blanche qui empirait. En 1931-32, une opposition à ce cours suicidaire se forma, sous la direction d'Isaac Deutscher. L'opposition polonaise fut rapidement gagnée au trotskysme, essentiellement grâce à la lutte déterminée de Trotsky pour un front unique de défense du prolétariat allemand contre la menace nazie. Le groupe de Deutscher fut exclu du PC polonais en 1932; mais comme Dziewanowski, historien américain de la guerre froide, le faisait observer: "Un courant clandestin protrotskyste continua d'être un facteur d'une certaine importance jusqu'à la dissolution du parti [en 1938] en particulier parmi les membres d'origine juive."

Quand Hitler arriva au pouvoir au début de 1933, le mouvement trotskyste envisagea d'appeler l'Armée rouge soviétique à envahir l'Allemagne avant que les nazis ne puissent affermir leur régime et réarmer. Cela aurait nécessairement violé l'indépendance nationale polonaise, mais c'est une considération mineure quand il s'agit des intérêts historiques du prolétariat mondial.

La terreur blanche croissante du "régime des colonels" pilsudskiste contraignit de plus en plus de communistes polonais à chercher refuge en Union soviétique. Beaucoup de communistes étrangers furent assassinés pendant les grandes purges de la fin des années 30, mais la guerre que fit Staline au parti polonais atteignit un niveau exceptionnel, voire unique. Pratiquement tous les communistes polonais qui se trouvaient en territoire soviétique furent soit liquidés physiquement soit jetés dans des camps de concentration. De nombreux communistes polonais furent rappelés sous un prétexte ou un autre.

La direction du parti tout entière — Walecki, Warski, Wera Kostrzewa et Unslicht entre autres — fut assassinée. En 1938 — acte sans précédent — Staline dissolut entièrement le Parti communiste polonais, sous prétexte que c'était un "nid de pilsudskistes-trotskystes". Deutscher a tenté d'expliquer la haine morbide de Staline pour le communisme polonais, sa détermination à le détruire:

"Staline vit devant lui, dans le Parti communiste po-

édition française

SPARTACIST

Organe du comité exécutif international de la
tendance spartaciste internationale

N° 18-19: ■ Solidarité roule pour la CIA et les banquiers ■ La volte-face du SWP sur l'Afghanistan ■ Thèses sur l'Irlande ■ La Spartacist League fondée à Sri Lanka ■ etc.

5F — Le Bolchevik B.P. 135-10 75 463 Paris Cédex 10

lonais, cette forteresse qu'il haïssait — cette variété polonaise du trotskysme —, d'où, dès 1923, un défi lui avait été lancé; ce parti dont certains dirigeants, par la suite s'étaient rapprochés de Boukharine et d'autres de Zinoviev; ce parti aux hérésies en définitive incurables, fier de ses traditions et de son héraïsmes."

Pour le trotskysme polonais

Le point sur lequel les observateurs sont tous d'accord, c'est que les origines immédiates de la crise polonaise actuelle résident dans la gestion catastrophique du régime Gierek dans la dernière décennie. Il est également clair que le niveau de corruption et de vénalité de la bureaucratie polonaise est extrême, même en comparaison avec les autres États ouvriers déformés d'Europe de l'Est. C'est le reflet de la destruction par Staline du Parti communiste polonais, qui fit que l'appareil gouvernemental mis en place par l'armée soviétique après la Deuxième Guerre mondiale n'avait aucune relation avec un passé révolutionnaire à renier. La bureaucratie au pouvoir en Pologne depuis est donc simplement constituée d'opportunistes et de carriéristes. Mais la cause la plus profonde de la crise polonaise c'est le *stalinisme*, cette tentative d'une bureaucratie bonapartiste de louveroyer entre l'impérialisme et la classe ouvrière, exprimée dans le dogme du "socialisme dans un seul pays".

Tous les problèmes importants auxquels est confrontée la Pologne découlent de la politique étroitement nationaliste de la bureaucratie et en particulier du fait qu'elle a renforcé par ses conciliations la base sociale de la contre-révolution. La mainmise cléricale-nationaliste sur Solidarnosc a ses racines dans la recherche d'un *modus vivendi* du régime avec l'Eglise catholique, implantée dans la paysannerie. C'est parce que l'agriculture n'a pas été collectivisée que la paysannerie peut tenir le pays en otage. L'explosion provoquée par l'augmentation des prix, qui a conduit à la grève de Gdansk, résultait de l'endettement de l'économie polonaise vis-à-vis des banquiers occidentaux, qui exigent aujourd'hui d'être remboursés. Ce qu'il faut, ce n'est pas plus de concessions, mais une politique vraiment révolutionnaire, internationaliste. Et pour cela, il faut chasser les parasites staliniens par une révolution politique prolétarienne, menée par une avant-garde trotskyste.

Les ouvriers polonais ont répondu au régime de terreur policière de la période stalinienne par la puissante révolte prolétarienne de 1956 qui débuta à Poznan (et qui aida au déclenchement de la révolution ouvrière en Hongrie le même mois). Il y eut à la suite de cela des tentatives de réformer le régime avec une sorte de stalinisme libéral, faisant plus appel aux stimulants individuels et relâchant l'appareil de répression. Cela aussi échoua, à deux reprises. Le prolétariat polonais rejeta Gomulka dans le soulèvement ouvrier des villes du littoral baltique en 1970 et balaya Gierek lors de la grève des chantiers navals de 1980.

Cela marquait aussi la fin des illusions dans les réformes libérales; et aujourd'hui des forces pro-occidentales regroupées à l'intérieur et autour de Solidarnosc ont réussi à gagner le soutien des masses polonaises. Mais leur triomphe serait une catastrophe de dimension historique, faisant de Gdansk l'équivalent de la ville américaine de Detroit avec ses files de chômeurs et ses soupes populaires.

De plus, la contre-révolution sur les rives de la Vistule ne resterait pas limitée à la Pologne. Elle poserait *immédiatement* le problème de la réunification capitaliste de l'Allemagne et d'une guerre impérialiste thermonucléaire mondiale, ayant pour but de faire disparaître l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et ce qui reste des conquêtes de la Révolution d'Octobre 1917. Seuls les trotskystes ont un programme capable d'extirper les racines de la contre-révolution, en revenant au communisme authentique de Lénine et Luxemburg. Un tel programme pour mobiliser la classe ouvrière polonaise comporterait parmi ses mots d'ordre:

A bas le cléricanisme! Pour une stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat! Comme l'a écrit Rosa Luxemburg en 1905: "Le clergé, pas moins que les classes capitalistes, vit sur le dos du peuple, profite de la dégradation, de l'ignorance, et de l'oppression du peuple" ("Socialism and the Churches" [traduit par nos soins]). Aujourd'hui le Vatican est un des principaux instruments de l'impérialisme occidental, une agence de la contre-révolution capitaliste. Le noyau des dirigeants de Solidarnosc autour de Lech Walesa provient des cercles "dissidents" soutenus par l'Eglise, et une des fameuses 21 revendications de la grève de Gdansk était la retransmission par la radio d'Etat de la messe catholique, ce qui aurait établi de facto une Eglise d'Etat. En outre, l'armée polonaise est la seule en Europe de l'Est à avoir des aumôniers catholiques.

Kuron et d'autres dirigeants de Solidarnosc ont appelé à un gouvernement tripartite incluant la hiérarchie catholique. Washington, Wall Street et la social-démocratie se retrouvent quand il s'agit de rendre à l'Eglise romaine sa mainmise médiévale sur

la vie sociale polonaise. Et en cherchant à se concilier le pape Wojtyla, les staliniens peuvent bien adopter une partie de son programme social réactionnaire, comme la restriction ou la suppression du droit à l'avortement. La séparation de l'Eglise et de l'Etat est une conquête historique de la révolution démocratique bourgeoise, et cependant aujourd'hui seuls les trotskystes se battent pour cela.

Pour la collectivisation de l'agriculture! Depuis plus de trente ans, l'économie polonaise est déchirée par la contradiction entre une agriculture arriérée aux mains de petits propriétaires et une industrie qui se développe rapidement. La subvention accordée pour les produits alimentaires par le gouvernement s'est révélée une charge de plus en plus lourde pour toute l'économie. Mais les tentatives de Solidarnosc rural d'éliminer le marché d'Etat ne seraient pas seulement opposées aux intérêts économiques immédiats de la classe ouvrière par la forte hausse des prix qu'elles entraîneraient; elles accroîtraient également le danger de contre-révolution. La tâche immédiate, primordiale, pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire en Pologne serait de promouvoir la collectivisation de l'agriculture.

Pour des syndicats indépendants du contrôle de la bureaucratie et fondés sur la défense de la propriété socialisée! Cela fait intégralement partie du programme trotskyste pour l'expulsion de la bureaucratie stalinienne. Et cela n'a rien à voir avec le mot d'ordre de "syndicats libres", cri de guerre des impérialistes de l'OTAN depuis longtemps. Au début de la guerre froide, la bureaucratie syndicale US, fanatiquement anticommuniste, mit sur pied en étroite collaboration avec la CIA la Confédération internationale des syndicats libres. Les travailleurs polonais doivent comprendre qu'un syndicalisme au sens étroit, économiste, n'est pas possible dans une économie collectivisée. Pour n'importe quelle redistribution des revenus, il faut arracher le contrôle de l'administration économique des mains de la bureaucratie stalinienne. Et les travailleurs polonais doivent s'opposer implacablement au "syndicalisme de l'AFL-CIA", et engager leurs organisations à défendre la propriété socialisée et le pouvoir d'Etat prolétarien contre l'impérialisme.

Annulez la dette impérialiste! Acquitter l'énorme dette actuelle de la Pologne envers les impérialistes coûterait des années d'austérité sévère. Et cependant les dirigeants de Solidarnosc veulent que la Pologne

donner à la classe ouvrière un contrôle démocratique sur l'économie, qui ne peut être réalisé que grâce à la planification, centralisée par un pouvoir soviétique, avec des comités d'usine pour surveiller la production et des coopératives de consommateurs pour veiller à la qualité et au prix des marchandises. Les travailleurs polonais doivent s'orienter vers la création des Etats-Unis socialistes d'Europe, dans lesquels une Allemagne soviétique unifiée sera la force motrice industrielle.

Pour la démocratie soviétique, pas le parlementarisme bourgeois! Pour la révolution politique du prolétariat! Quelques heures à peine avant l'imposition de la loi martiale, Solidarnosc appelait à un référendum pour renverser le gouvernement communiste et le remplacer par un gouvernement s'appuyant sur des "élections libres". Dans les conditions actuelles de la Pologne, de telles élections auraient amené la victoire d'un parti cléricale-nationaliste qui aurait tenté de restaurer le capitalisme, ou alors, elles auraient eu un dénouement anarchique. Dans les deux cas, cela aurait donné lieu à la guerre civile. La classe ouvrière polonaise doit lutter pour le pouvoir des soviets (conseils ouvriers) comme au cours de la Révolution russe en 1917. La démocratie soviétique doit englober les partis, choisis par les ouvriers et leurs alliés, qui sont favorables à l'ordre socialiste et qui le défendent.

Pour la défense de l'URSS contre l'impérialisme! Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers polonais et soviétiques! Walesa et Cie voulaient conduire toute la nation polonaise, avec le soutien de l'impérialisme occidental, contre le "communisme russe". L'"Appel" aux ouvriers soviétiques du congrès de Solidarnosc, en septembre dernier, était une déclaration provocatrice de solidarité avec le "monde libre" de Reagan. Cela, non seulement les bureaucrates du Kremlin l'ont clairement compris mais également les masses travailleuses soviétiques. Selon les journalistes occidentaux, l'homme de la rue soviétique n'a aucune sympathie pour Solidarnosc et les idéaux qu'il défend.

La tradition révolutionnaire de solidarité des classes ouvrières polonaise et soviétique, représentée par Rosa Luxemburg, est cruciale pour forger le trotskysme polonais. Une révolution politique prolétarienne en Pologne doit se propager à l'URSS et au reste du bloc soviétique sous peine d'être écrasée. Mais les ouvriers polonais ne peuvent s'adresser à leurs frères de classe soviétiques, qui ont eu 20 millions de tués (dont 600.000 en Pologne) en combattant



Hongrie 1956 — les ouvriers luttèrent contre la bureaucratie stalinienne, pour la démocratie des conseils ouvriers et la défense des acquis prolétariens

adhère au Fonds monétaire international, le cartel des banquiers occidentaux. Le FMI saignerait les travailleurs polonais tout aussi brutalement qu'il saigne les travailleurs du "tiers monde". Le Kremlin, désireux de maintenir la paix sociale chez son important allié, a, au moins indirectement, déboursé des sommes de plus en plus importantes pour payer la dette polonaise à Wall Street. Ce n'est pas notre rôle à nous, révolutionnaires prolétariens, de donner des conseils aux bureaucrates de Varsovie sur la façon de sortir du bourbier dans lequel ils se sont fourrés. Mais une direction trotskyste annulerait immédiatement la dette impérialiste et s'adresserait aux travailleurs d'Europe occidentale et des USA pour combattre les représailles inévitables de l'impérialisme.

Pour une planification économique socialiste internationale! Les dirigeants de Solidarnosc ont exprimé leur admiration pour le capitalisme occidental et appelé à la reprivatisation d'une fraction importante de l'économie. Ils ont exigé que soit abandonnée la planification centralisée au profit d'entreprises autonomes "autogérées" fonctionnant sur la base de la concurrence du marché. Dans les conditions actuelles de l'économie polonaise, cela mettrait immédiatement en faillite des centaines d'entreprises, jetant des centaines de milliers, voire des millions d'ouvriers à la rue. Cela faciliterait aussi énormément la pénétration économique impérialiste. Le but ne doit pas être d'en revenir à l'anarchie du marché, mais de

les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale, s'ils ne les assurent pas qu'une Pologne ouvrière défendra l'Union soviétique contre l'impérialisme. Le peuple soviétique sait que l'ambition de l'impérialisme US est le "refoulement" *rollback*, la transformation de l'Europe de l'Est en Etats hostiles à l'URSS et alliés à l'impérialisme, l'extension de l'OTAN jusqu'à la frontière soviétique, en prélude à une restauration capitaliste en URSS même. Un gouvernement ouvrier polonais doit être un bastion militaire contre l'OTAN!

Dans son essai sur "La tragédie du communisme polonais", Isaac Deutscher tirait comme conclusion essentielle que "Si l'histoire du Parti communiste polonais, mais aussi l'histoire de la Pologne en général, nous prouvent quelque chose, c'est qu'il existe un lien indissoluble entre la révolution polonaise et la révolution russe". Aujourd'hui, il convient de ressusciter la tradition de Lénine et de Luxemburg, de l'unité révolutionnaire des prolétariats polonais et russe. Elle doit aujourd'hui se diriger contre la bureaucratie stalinienne, en défense des économies collectivisées et du pouvoir d'Etat prolétarien contre l'impérialisme. C'est l'avant-garde trotskyste polonaise, section d'une Quatrième Internationale reforcée, qui devra mettre en pratique ce programme. C'est aujourd'hui qu'il faut établir les racines d'une avant-garde trotskyste en Pologne!

— Traduit de Workers Vanguard n°288

Pour le trotskysme polonais!

Pologne : Et maintenant?

5 février — Grâce au coup de force préventif du gouvernement polonais le 13 décembre, la tentative contre-révolutionnaire de prise du pouvoir par Solidarnosc a été mise en échec. Le seul point sur lequel tout le monde semblait d'accord auparavant était que l'ordre ne pouvait être restauré que par une intervention militaire russe, et que cela signifiait un bain de sang. Mais c'est l'armée polonaise qui a écrasé Solidarnosc, organisation pro-occidentale, en ne faisant guère plus d'une dizaine de morts.

Peu de sang a été répandu parce qu'il y a eu peu de résistance. Les travailleurs intoxiqués par la ferveur cléricale-nationaliste de Solidarnosc ont subi un choc de nature à leur remettre les idées en place. Beaucoup se demandent ce qui n'a pas marché et sont maintenant ouverts à de nouvelles solutions. Cette situation est particulièrement favorable pour créer le noyau du parti trotskyste en Pologne, en construisant des cellules clandestines à des fins de propagande et d'éducation.

Le représentant du Pentagone Richard Perle a concédé: "Nous avons été surpris" que le gouvernement polonais puisse "écraser Solidarité". Tous les scénarios imaginés par Washington pour relancer l'hystérie anticommuniste autour d'une invasion soviétique ont dû être rafistolés. Aussi, depuis le 13 décembre, les hommes de Reagan tentent-ils de persuader le monde que ce sont en fait les Russes qui se sont emparés de la Pologne. Sauf qu'ils ont l'air de Polonais et qu'ils parlent comme les Polonais. Irrité de ne pas voir le sang russe et polonais couler dans les rues de Varsovie et Gdansk, Reagan a riposté en prenant des sanctions économiques contre la Pologne et l'URSS.

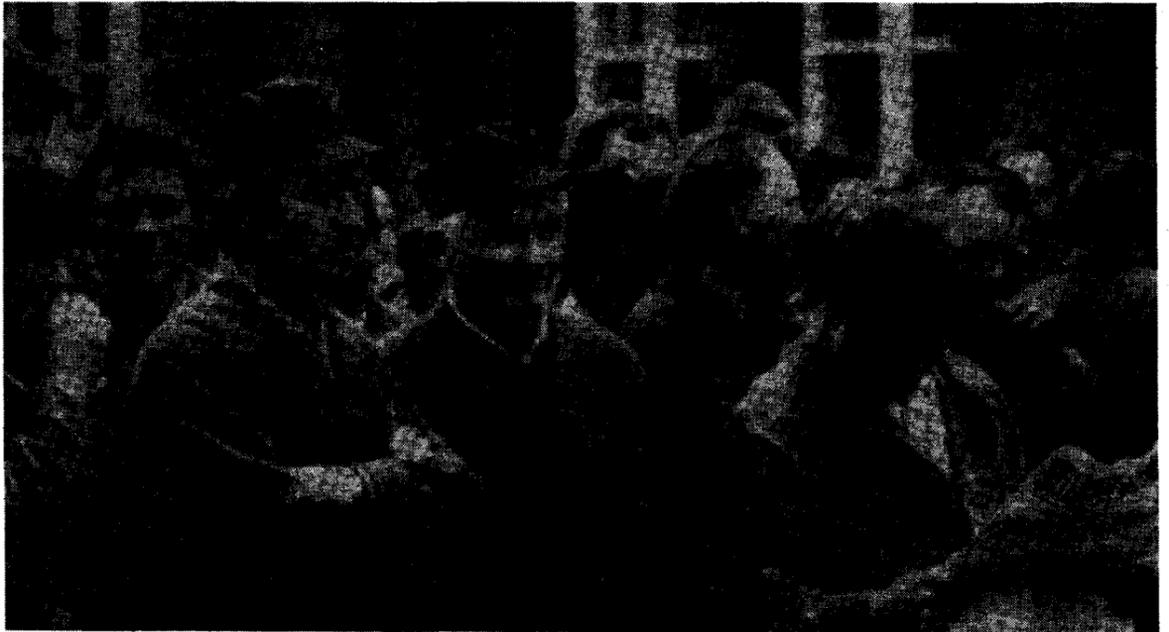
Il n'y a pas que les impérialistes américains qui aient été surpris par la défaite honteuse de leur syndicat-maison polonais. Ça a aussi été le cas des Polonais... dans les deux camps. Un assistant du général Jaruzelski a déclaré en exultant à des journalistes occidentaux: "En tout état de cause, je suis surpris que cela se soit passé si aisément. L'aile radicale de Solidarité a sous-estimé les sentiments de la majorité silencieuse" (*New York Times*, 6 janvier). Le porte-parole de Solidarnosc a dit pratiquement la même chose, mais sur un ton angoissé:

"Nous avions toujours cru que des soldats polonais ne tireraient jamais sur des travailleurs polonais — et c'est toujours vrai, ils ne l'ont pratiquement pas fait. La chose diabolique est qu'ils n'en ont pas eu besoin."
—*New York Times*, 1er janvier

La bourgeoisie occidentale, qui voit en Solidarnosc la nation polonaise se soulevant tout entière contre le communisme, est bien en peine pour expliquer comment il a pu être maté si facilement. Les journalistes font maintenant remarquer que les dirigeants de Solidarnosc avaient une confiance excessive, croyaient que le gouvernement n'oserait jamais utiliser la force contre eux et ne se sont pas en conséquence préparés à le contrer. Beaucoup se comportaient comme s'ils avaient déjà un poste dans le gouvernement.

Mais la folie des grandeurs au sommet n'explique pas la passivité à la base. Certains journalistes occidentaux l'attribuent à la peur de l'intervention soviétique; d'autres parlent du traditionnel respect des Polonais pour l'armée. De telles explications sont au mieux superficielles. Les témoignages font penser que, même avant le 13 décembre, la vague du soutien populaire à Solidarnosc reflétait déjà. Les gens avaient commencé à se rendre compte que des manifestations et des grèves sans fin ne faisaient qu'aggraver l'état déjà désespéré de l'économie. Lors de la fameuse réunion du 3 décembre à Radom, où les dirigeants de Solidarnosc firent des plans pour renverser le gouvernement, Karol Modzelewski a insisté que:

"Le syndicat ne s'est pas renforcé; il s'est affaibli. Et tous les militants en sont conscients (...). Il y a plusieurs raisons à cela: l'usure résultant de la crise, la fatigue que ressentent les gens qui doivent faire la queue. Des gens nous reprochent la prolongation de cet état de choses et veulent que nous arrivions à un accord."
—*Washington Post*, 20 décembre 1981



Selon un de ses collègues qui n'a pas été emprisonné, Jacek Kuron, social-démocrate en vue, prévoyait début décembre la réussite d'un coup:

"Les gens, disait-il, étaient las, aspiraient à une trêve, et il ne serait guère difficile de les intimider efficacement. [Il a dit] mot pour mot: 'Les gens feront un peu grève et laisseront tomber'."
—*Der Spiegel*, 18 janvier

Et c'est exactement ce qui s'est passé.

Mais peut-on expliquer que des travailleurs — pas si nombreux que ça — aient fait un peu grève pour Solidarnosc, puis aient laissé tomber uniquement par lassitude après 16 mois de crise? La réaction de la population à la diffusion par le gouvernement des enregistrements de Radom (le "Radomgate") met en lumière un autre facteur important. Les journalistes occidentaux s'entendent à reconnaître que cela représenta pour le régime de Jaruzelski une remarquable opération de propagande. De nombreux Polonais ont été sincèrement choqués d'entendre Walesa affirmer: "La confrontation est inévitable" et "Nous sommes en train de renverser ce système". Et de plus il y a eu le congrès de Solidarnosc en septembre dernier avec ses résolutions provocatrices pour des "élections libres" et des "syndicats libres". Un membre libéral du POUP déclara qu'une opération militaire contre Solidarnosc n'aurait pas pu réussir il y a un an:

"Six mois plus tôt, j'aurais moi-même rendu ma carte [du parti]. Il n'était pas du tout clair à ce moment que Solidarnosc avait opté pour la confrontation. Seuls les durs l'attendaient. Ils affirmaient que nous nous leurrions. Le malheur, c'est que sur ce point il s'est avéré qu'ils avaient raison. Ils ne cessaient de dire qu'on avait à faire à des gens qui ne veulent pas réformer le socialisme — qui détestent le socialisme."
—*New York Times*, 5 janvier

Alors que des millions de gens avaient rejoint Solidarnosc en tant que mouvement d'opposition, beaucoup ont reculé quand il s'est agi de le soutenir pour qu'il prenne le pouvoir. Ils n'avaient pas confiance que Solidarnosc puisse les faire sortir de la crise. L'organisation était de plus en plus instable et déchirée par les fractions, divisée entre les prétendus "radicaux", comme Rulewski et Bujak, qui voulaient une confrontation à tout prix, et les modérés, comme Walesa et Kuron, qui espéraient prendre le pouvoir graduellement. Elle était aussi divisée entre les partisans avoués de la restauration capitaliste, comme la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN), et ceux qui camouflaient leurs appétits pro-impérialistes sous une rhétorique "autogestionnaire". Des millions de Polonais ont dû se demander si un gouvernement des Walesa, Rulewski et Cie ne ferait pas qu'approfondir et perpétuer l'anarchie sociale et le désastre économique.

Mais si s'est installée une certaine désillusion à l'égard de Solidarnosc, les masses travailleuses polonaises n'en demeurent pas moins profondément hostiles à la bureaucratie stalinienne corrompue qui a ruiné l'économie. Et ce n'est pas l'"état de guerre" de Jaruzelski qui rendra les dirigeants plus populaires aux yeux des travailleurs polonais. De plus, même Moscou commence à être légèrement gêné par le fait que ce soit l'armée qui gouverne en Pologne. Le *New York Times* (2 janvier) notait:

"Le Kremlin ne cache pas son inconfort devant le fait que le parti ait perdu son pouvoir effectif au profit d'un conseil militaire, première fois où un pays d'Europe orientale ait eu à mettre à l'écart l'appareil communiste."

Déjà, au moment du coup, nous avons mis en garde contre le bonapartisme militaire. Lorsque l'Armée de libération populaire de Lin Piao prit en main l'essentiel de l'administration du pays, ce fut un des aspects les plus menaçants de la "Révolution culturelle" chinoise. A cette époque, une clause de succession fut rédigée dans la constitution chinoise, à côté de laquelle la sélection du pape a l'air d'un exercice de démocratie directe. Comme nous l'avons écrit dans "Mise en échec des préparatifs de contre-révolution de Solidarnosc":

"Les staliniens ne font que d'hypocrites références aux formes socialistes, l'hommage du vice à la vertu, mais comparées à la force brutale ces références ont leur importance."
—*Le Bolchévik* n°30, décembre 1981

Cette opération militaire contre Solidarnosc a été comme une douche froide pour les masses polonaises. La faillite des bureaucrates staliniens, qui ont ruiné le pays sur le plan économique, est claire comme le jour. L'intoxication du cléricale-nationalisme de Solidarnosc, qui a mené la Pologne au bord de la contre-révolution, commence à se dissiper. Beaucoup cherchent de nouvelles réponses, et certains seront sensibles au programme communiste authentique des léninistes-trotskystes, les spartacistes, qui ont dit "Halte à la contre-révolution de Solidarnosc!", tout en combattant pour une révolution politique prolétarienne qui expulse la bureaucratie parasitaire.

Il s'est produit en Pologne un chamboulement politico-psychologique extraordinaire. La société polonaise s'est soudain arrêtée, comme figée. Mais la répression n'est pas allée assez loin pour empêcher l'émergence d'une opposition clandestine. Les pétitions pour qu'il soit mis fin à la loi martiale circulent au grand jour; des dissidents connus donnent des interviews à la presse occidentale; la radio d'Etat polémique contre des manifestes clandestins de Solidarnosc. C'est le moment de commencer à créer des